

Plus de 600 000 candidats concernés

COUP D'ENVOI AUJOURD'HUI DES ÉPREUVES DU BEM

Page 2

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7017 - MARDI 15 JUIN 2021
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Affaire de corruption à l'EGT Tipasa

Report du procès en appel au 26 juin

Page 5

LES PREMIERS RESULTATS DES LEGISLATIVES DEVOILES

LE FLN DEVANCE LE MSP ET LE RND



La composante de la prochaine Assemblée populaire nationale commence à se profiler au fil des résultats annoncés par les délégations de wilayas de l'Autorité nationale indépendante des élections (l'ANIE), en attendant l'annonce des résultats finaux par l'instance de Mohamed Charfi.
Page 3

LOGEMENTS AADL

Vers une opération de distribution d'envergure le 5 juillet

Page 4

SONATRACH

Procès en cassation demain de Meziane Mohamed

Page 5

CHINE

Une nouvelle loi pour contrer les sanctions étrangères

Page 24

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

MÉDÉA

14 634 candidats attendus à travers 63 centres d'examen

LA DIRECTION de l'éducation de la wilaya de Médéa a abrité, hier, une réunion de coordination composée des membres de la commission de wilaya chargée des examens officiels et des observateurs dépêchés pour superviser le déroulement des épreuves du BEM qui débuteront ce mardi.

Au cours de la réunion présidée par le directeur de l'éducation de la wilaya de Médéa, Zineddine Benbouzid, il a été procédé à la présentation par le président de la commission d'un exposé donnant les détails sur le guide de l'observateur, le rapport journalier concernant le déroulement des épreuves officielles dans chaque centre d'examen.

Pour sa part, le directeur de l'éducation a insisté sur le synergie des efforts de tous et chacun dans son travail pour faire de cet événement une véritable fête.

Rappelons que plusieurs réunions préliminaires ont été organisées à différents niveaux de la wilaya en vue de préparer les examens officiels de fin d'année scolaire 2021sous la présidence du wali, Djahi Mous, en présence des directeurs de l'exécutif concernés.

A noter que parmi les recommandations données, il a été préconisé de mettre tous les moyens de stérilisation et le respect strict du protocole sanitaire au niveau des 63 centres d'examen du BEM où 14634 candidats vont être accueillis.

Nabil B.

TIZI-OUZOU

15 088 candidats attendus

CE N'EST pas moins de 15 088 candidats qui sont attendus aujourd'hui à Tizi-Ouzou pour subir les épreuves du BEM ; épreuves qui se poursuivront jusqu'à jeudi. Ces candidats subiront leurs épreuves dans 57 centres qui sont réquisitionnés par la direction de l'éducation de la wilaya. Il faut relever que parmi ces 15.088 candidats, 314 d'entre eux ont suivi leur scolarité dans des écoles privés et 345 autres en option libre, c'est-à-dire des candidats libres. Il faut relever aussi que les filles, avec un taux de 51,10 %, sont plus nombreuses que les garçons à subir ces épreuves. Saïd Tissegouine

PLUS DE 600 000 CANDIDATS CONCERNÉS PAR L'EXAMEN

Coup d'envoi aujourd'hui des épreuves du BEM

Plus de 600 000 élèves passeront, à partir d'aujourd'hui et durant une période de trois jours, les épreuves du brevet d'enseignement moyen (BEM). Intervenant dans les mêmes conditions sanitaires que l'année dernière, l'examen va être organisé dans le cadre d'un protocole sanitaire bien déterminé, sans pour autant faire du BEM un examen facultatif, comme ce fut le cas l'année passée.



Au total, 641 187 candidats à travers l'ensemble du territoire national devront subir, à partir d'aujourd'hui, les épreuves du BEM pour la session de juin 2021, après avoir passé l'épreuve d'éducation physique et sportive. Le nombre est réparti entre 625 223 candidats scolarisés dont 292 767 garçons et 332 456 filles, ainsi que 15 964 candidats indépendants (11 100 garçons et 4 864 filles), selon l'Office national des examens et concours (ONEC). Le ministère de l'Education nationale se veut rassurant en faisant part de la mobilisation de tous les moyens pour le bon déroulement des épreuves. «L'ensemble des moyens humains et matériels a été mobilisé pour mener à bien le déroulement de ce rendez-vous pédagogique important», a affirmé le ministre de l'Education nationale, Mohamed Ouadjaout, qui avait rassuré quant à la disponibilité des moyens sanitaires et préventifs de lutte contre la pandémie de la Covid-19, y compris la prise en charge psychologique des candidats. Ainsi, l'examen du BEM intervient dans des conditions sanitaires similaires à celles de l'année dernière.

Cette fois, si un protocole sanitaire a été adopté pour garantir la sécurité des candidats, il n'est pas question de faire de cet examen de fin de cycle moyen un examen facultatif, comme ce fut le cas l'année précédente, et encore moins de revoir à la baisse la moyenne de passage. Les élèves devront donc passer les épreuves durant trois jours avec le respect des mesures préventives, telle la distanciation physique qui sera possible avec la réduction du nombre de candidats dans une même salle, la mise à disposition du gel hydroalcoolique et une prise préalable de la température.

Sur le plan pédagogique, les candidats devront obtenir une moyenne égale ou supérieure à 10/20, contrairement à la session 2020 où cette moyenne avait été revue à la baisse d'un point. Avec un 9/20, les collégiens avaient pu accéder au lycée. En outre, et dans la perspective d'endiguer toute tentative de triche, des mesures ont été prises par la tutelle pour faire barrage à ce phénomène. Pour ce qui est de la deuxième étape relative à la collecte, il a été précisé que le compostage des copies d'examen se fera au niveau de 18 centres de collecte et de compostage, avant leur répartition à travers 70 centres de correction. Une opération qui débutera le 22 juin et s'étalera jusqu'au 3 juillet 2021.

Par ailleurs, les services de sécurité veilleront de leur côté au bon déroulement des épreuves. Le commandement de la Gendarmerie nationale a en effet mis en place un dispositif sécuritaire spécial à travers l'ensemble du territoire national pour sécuriser les périmètres de tous les établissements scolaires situés dans son territoire de compétence et où se dérouleront les épreuves du BEM. La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a également élaboré un plan pour assurer le bon déroulement des épreuves en mobilisant 11 000 agents sur l'ensemble du territoire national. La Protection civile a, pour sa part, mis en place un dispositif de prévention et de sécurisation en prévision de cet examen en veillant à la conformité aux normes de sécurité, aux mesures préventives liées à la pandémie du coronavirus et en garantissant la protection des élèves et du personnel enseignant.

Lilia Aït Akli

BLIDA

21 956 candidats à l'épreuve aujourd'hui

A L'INSTAR des autres wilayas du pays, la wilaya de Blida renoue avec les examens de fin d'année. Après l'examen de la fin du cursus primaire il y a une dizaine de jours, c'est au tour des élèves de la 4e année moyenne de subir les épreuves du BEM (brevet d'enseignement moyen) à partir d'aujourd'hui, et ce jusqu'au 17 juin. 21 956 candidats sont attendus à travers les 66 centres de déroulement des examens de la wilaya. Ils seront encadrés par 4 417 enseignants.

«Tout est fin prêt pour recevoir, pendant trois jours, nos enfants pour un examen d'évaluation de fin de cycle moyen. Nous misons sur un bon pourcentage de réussite pour cette année», déclare la directrice de l'éducation. Sur le même ordre d'idées, et compte tenu de la conjoncture exceptionnelle en raison de la Covid-19, des mesures sanitaires draconiennes ont été prises par la cellule de santé au niveau de la wilaya dans le cadre du respect du protocole dans tous les centres d'examen. Pour le passage au lycée à la 1AS, et selon l'un des responsables de l'Académie de Blida, les élèves qui obtiennent une moyen égale à 10/20 à cet examen seront admis automatiquement, ainsi que ceux dont l'addition de la moyenne obtenue au BEM et de la moyen annuelle de l'évaluation continue est égale à 10/20. Outre les enseignants, tous les candidats ont besoin d'un soutien moral et psychologique. D'ailleurs, plusieurs acteurs entrent en jeu pour soutenir sereinement, au moment opportun, ces derniers à franchir ce cap décisif de leur cursus scolaire. Les parents, le mouvement associatif, les maisons des Jeunes et les psychologues sont tous concernés. «A l'approche de la date des épreuves, les candidats sont stressés et peuvent paniquer . Cela se répercute négativement sur leur rendement. Ces élèves ont besoin, à tout moment, d'un soutien moral très fort. Ils doivent être assistés dans la préparation de leur examen afin d'être prêts le jour J», confie un psychologue rencontré dans une maison des Jeunes. Il convient de souligner qu'au niveau de la wilaya de Blida, l'Office des examens a réquisitionné deux lycées pour la correction du BEM. Il s'agit des lycées Benteftiffa et Bitat.

T. Bouhamidi

Les premiers résultats donnent le FLN en tête devant le MSP et le RND

La composante de la prochaine Assemblée populaire nationale commence à se profiler au fil des résultats annoncés par les délégations de wilayas de l'Autorité nationale indépendante des élections (l'ANIE), en attendant l'annonce des résultats finaux par l'instance de Mohamed Charfi.

Selon le constat qui ressort des premiers résultats, le parti du Front de libération nationale (FLN) arrive à s'imposer dans plusieurs circonscriptions électorales, à l'image de Béjaïa, où il a pu remporter 8 sièges sur 9. C'est aussi le cas à Sétif avec 6 sièges sur 15, et la rafle se poursuit avec 3 sièges à Médéa, 3 autres dans chacune des quatre circonscriptions électorales, à savoir M'sila, Chlef, Skikda et Mila. Les chances du parti d'Abou El-Fadhl Baâdji à la future APN ont été renforcées avec 10 sièges décrochés dans les wilayas de Bouira (2) , Tizi Ouzou (2), Mascara (2), Saïda (2) et Aïn Témouchent (2). Les résultats annoncés ont fait état aussi d'un siège remporté par le FLN dans chacune des wilayas suivantes : Tissemsilt, Biskra et El-Oued.

Quant au Mouvement de la société pour la paix (MSP) d'Abderrazak Mokri, il semble se positionner en deuxième place avec 30 sièges répartis comme suit : 3 sièges à Sétif, 4 sièges à Annaba et 4 sièges à Mostaganem.

Le parti islamiste a eu également 3 sièges dans chacune des wilayas de Médéa, M'sila, Chlef et Skikda ainsi que 2 sièges dans les deux circonscriptions électorales de Mascara et d'El-Oued. De même, le Mouvement compte un siège dans chacune des wilayas de Jijel, Biskra et Béchar.

Selon le décompte des premiers jours de dépouillement dans quelques wilayas, le Rassemblement national démocratique (RND) vient en 3e position avec au moins 28 sièges.



Il s'agit de 5 sièges décrochés à, respectivement, Chlef et Mila, 4 sièges à Sétif et pas moins de 3 sièges à M'sila, rivalisant ainsi avec le FLN et le MSP. Le parti de Tayeb Zitouni tend à revenir en force au sein de la future Chambre basse du Parlement avec 2 sièges décrochés dans chacune des circonscriptions électorales suivantes : Tizi Ouzou, Taref, Guelma, Mascara, Biskra, non sans gagner un siège dans la wilaya de Bouira.

Par ailleurs, le Front El-Moustakbal a remporté jusqu'à présent 19 sièges. A en croire les résultats des délégations locales de l'ANIE, l'est du pays semble être le «fief» d'Abdelaziz Belaïd, lequel a eu 4 sièges à Skikda et pas moins de 3 sièges à Annaba. Le parti a pu également rafler 3 sièges sur 7 à Bouira et 2 autres respectivement à M'sila et Mascara. Le Front El-Moustakbal aura aussi 5 députés issus des wilayas de Tissemssilt, Tizi Ouzou, Jijel, Guelma et Biskra.

Quant au Mouvement El-Bina d'Abdelkader Bengrina, il compte dans son escarcelle 5 sièges, dont 2 à Médéa et 2 autres à Bouira et Jijel. Le résultat semble «faible» en comparaison avec l'activité partisane «intense» de cette formation politique ces derniers mois, laquelle a décidé de changer de couleur politique en s'ouvrant progressivement à d'autres idéologies du courant dit «nationaliste». Mais la cible ne semble pas avoir mordu à l'hameçon des listes de ce parti, présentes dans au moins 23 wilayas.

Pour ce qui est du Front de la justice et du développement d'Abdellah Djaballah, les chiffres indiquent qu'il a eu un seul siège à Taref. On s'attend toutefois à une hausse «légère» de ce résultat après la fin de l'opération de dépouillement dans d'autres wilayas, notamment à Constantine, dont le nombre de sièges à pourvoir est de 11 et sur laquelle le FJD mise beaucoup pour se frayer un «petit sentier» dans l'hémicycle Zighoud-Youssef.

Même résultat pour Jil Jadid (1 siège à El-Oued), dont le président Djilali Soufiane avait estimé que ces premières échéances législatives après le Hirak du 22 février 2019 allaient constituer «l'amorce du changement démocratique», critiquant ouvertement les boycotteurs de ce rendez-vous.

Concernant les listes indépendantes, elles n'ont eu que quelques «miettes», en fonction des sièges à pourvoir dans chaque wilaya, à l'instar de «El-Hisn el-matine «, avec deux sièges à Jijel et Djanet, formant ainsi de futurs députés agissant en solo ou en groupes parlementaires disparates en cas d'éventuelles alliances.

Ces résultats restent provisoires étant donné que les plus importantes circonscriptions électorales n'ont pas encore fini le comptage des voix et leur répartition, au vu de la complexité de l'opération due au nombre important des listes de candidature et des candidats de chaque liste.

Dans ces conditions, les chiffres à dévoiler dans les prochaines heures concernant les wilayas d'Alger, Blida, Batna, Oran et de Constantine seront décisifs pour les partis rivaux, en l'occurrence le FLN, le MSP, le RND et le Front El-Moustakbal.

Un vrai moment de wait and see.

Aziza Mehdi

Le FLN, le MSP et El-Bina se partagent les 8 sièges à Médéa

A MÉDÉA, le scrutin pour l'élection des candidats à l'Assemblée populaire nationale (APN), qui a vu une faible participation de l'électorat avec un taux de 23,95%, a donné des résultats inattendus, créditant trois formations politiques qui se sont partagé les 8 sièges accordés à la wilaya de Médéa, dont 3 sièges pour le FLN, 3 pour le MSP et 2 sièges pour El-Bina.

Si trois partis politiques ont émergé de cette compétition, les grands perdants se comptent dans le rang des listes indépendantes qui n'ont pas réussi à décrocher un seul siège parce que n'ayant pas pu dépasser le seuil exigé, soit 5 681 voix.

Ces résultats sont une preuve de la déroute de ces listes indépendantes, lesquelles ne sont pas parvenues à dépasser le seuil exigé dans une course où les 113 627 voix exprimées et validées ont été partagées entre 63 listes dont 43 listes indépendantes.

Cette déroute des listes indépendantes est à mettre à l'actif de leur profusion, qui a été à l'origine de la dispersion des voix. Une situation qui a profité aux formations politiques très structurées, disposant de leur propre base de militants et de sympathisants et très rôdées aux manœuvres électorales.

La déception était perceptible chez certains candidats qui ont cru en leurs chances jusqu'à la dernière minute mais qui ont dû se plier aux sanctions des urnes dans une compétition à laquelle ils ne sont pas habituées.

Plus joueurs, certains candidats ont accepté leur échec en remettant le succès à d'autres élections, pensant que leur première participation est un acquis qui leur permettra de préparer les autres échéances électorales, qu'elles soient locales ou nationales, en ayant capitalisé une expérience qui leur sera utile pour les prochains rendez-vous.

L'amertume était perceptible dans les propos de certains citoyens qui ont accueilli les résultats d'un scrutin à l'avantage de partis qui, d'une manière générale, butinent dans le même champ politique et dans la même matrice idéologique.

C'est l'avis exprimé par cet enseignant universitaire pour qui «le système a encore de beaux jours devant lui après cette élection, où des formations politiques connues pour avoir été de toutes les compromissions et avoir scellé des alliances avec tous les pouvoirs qui se sont succédé sont aujourd'hui, une fois encore, au premier rang. Et ce n'est certainement pas par le biais de ces partis que le changement démocratique arrivera «.

«C'est dire qu'il n'y a pas de quoi pavoiser lorsque l'on sait que le système va encore s'accommoder de ces partis, qui vont lui servir de faire-valoir pendant, peut-être, quelques années encore, et servir de marchepied pour commettre d'autres abus contre la démocratie, la liberté d'expression et la liberté d'opinion», a-t-il ajouté.

De Médéa, Nabil B.

Le MSP gagnant avec quatre sièges à Annaba

DANS la wilaya d'Annaba, les formations politiques MSP et le Front El-Moustakbel ont raflé à eux deux les 7 sièges parlementaires tant convoités par les 49 listes de candidature, a-t-on appris de source concordante proche de l'ANIE. Le MSP, parti d'Abderrezak Mokri, a décroché 4 sièges et celui d'Abdelaziz Belaid, le Front El-Moustakbel, a eu 3 sièges. Ni le FLN, ni le RND, ni El-Adala d'Abdallah Djaballah, ni El-Bina ou encore Ennahda n'ont obtenu le moindre siège.

Pour le moment, le FLN et la liste indépendante Ettawassel, sans attendre la proclamation officielle des vainqueurs par l'ANIE, ont déjà déposé des recours. Hier, sur le Cours de la Révolution, la victoire des 7 élus qui feront partie des 407 députés de l'hémicycle Zigoud-Youssef a été célébrée par les militants et proches des deux formations politiques.

Si les élections électorales ont été considérées comme un non-événement par la population annabie, nombreux sont les citoyens qui les commentent aujourd'hui comme un événement regrettable, surtout avec l'avènement du MSP à la tête du Parlement, et dont le chef revendique déjà la victoire de sa formation politique à travers la totalité des wilayas du pays.

Pour Salah Boumaiza, agriculteur, «la victoire d'un parti islamiste me rappelle la victoire du FIS. Bien que l'influence religieuse dans le domaine politique en Algérie ne ressemble pas à celle des années 1990. Il n'en demeure pas moins que les motivations politiques d'ordre religieux subsistent toujours. Bien sûr, l'absentéisme des forces démocratiques à ces élections ont favorisé la présence des islamistes sur le front de la représentativité. Les islamistes profitent toujours de l'absence sur le terrain».

Un membre du FLN de la mouhafadha FLN locale, triste, déclare : «Nous avons perdu Annaba. C'est la première fois. Jamais Annaba n'a été sans député FLN. Nous avons proposé sur la liste un éminent professeur d'université, le professeur Kouadria ainsi que des jeunes universitaires mais cela n'a pas marché. Autrefois, nous proposions la racaille d'Annaba et ça marchait. Etonnant, n'est-ce pas ! Et puis, le pouvoir, maître des lieux, sait comment servir les cartes à chaque fois.»

Dans les rangs du RND, la déception est aussi visible : «Je pense que le RND est en voie de disparition. C'est fini le RND avec plus de 100 sièges à l'APN. Que va-t-il se passer au RND après cette dernière échéance électorale ? Et même pour le FLN. Donner le FLN comme gagnant avec 8 sièges à Béjaïa, une région en perpétuelle révolte, n'est-ce pas un suicide ? Ou alors une manière de précipiter le suicide du FLN pour le placer au musée des moudjahidine», martèle-t-il dans son désarroi.

Enfin, le 20 mars dernier, à Aïn Témouchent, à la maison de la Culture Aïssa-Messaoudi, le leader du MSP, Abderrezak Mokri, avait déclaré : «Le MSP perçoit un climat économique et social propice pour organiser de véritables élections». Mais de quel climat Mokri parlait-il alors que l'Algérie traverse sa pire crise économique et sociale.

D'Annaba, Nabil Chaoui

SONATRACH

Procès en cassation demain de Meziane Mohamed

Le président du tribunal criminel d'Alger Hamzaoui Mohamed Sabaa statuera demain sur le procès en cassation de l'ancien PDG de la Sonatrach Meziane Mohamed Réda et des 14 autres cadres et fonctionnaires du géant pétrolier poursuivis pour association de malfaiteurs, passation de marchés en violation des dispositions législatives en vigueur, octroi d'indus avantages et corruption.
C'est ce qu'a appris le Jeune indépendant *hier de source judiciaire.*



L'ancien-premier responsable de la Sonatrach Meziane Mohamed Réda qui a écopé lors de son premier jugement de 5 ans de prison avec sursis, est poursuivi ainsi que ses proches collaborateurs dont l'ancien vice-président Belkacem Boumediene et Al Ismail Mohamed Réda Djaffer et d'autres cadres et fonctionnaires dont la plupart ont purgé leurs peines, pour dilapidation de deniers publics, trafic d'influence, surfacturation, utilisation de la profession à des fins personnelles et blanchiment d'argent.
Huit directeurs exécutifs et quatre entreprises étrangères comparaitront devant le même tribunal à la suite de l'arrêt de la Cour suprême, qui a cassé le premier verdict prononcé au début du mois de février 2016, a indiqué la même source.
Meziane Mohamed Réda fait aussi l'objet de poursuites judiciaires par le pôle financier et économique du tribunal de Sidi M'Hamed, à Alger, pour deux autres dossiers actuellement en instruction, dont un avec l'ancien ministre de l'Energie, Chakib Khelil. Mohamed Meziane comparaîtra avec ses deux enfants, deux de ses vice-présidents, Amar Zenasni, Belkacem Boumediene, l'ex-directeur général du CPA, Hachemi Maghaoui, son fils Yazid, Mohamed Réda Djaâfar Al Smail, patron de la société algéro-allemande Contel-Funkwerk, ainsi que quatre entreprises étrangères, dont Contel-Funkwerk, Saipem Contracting Algérie (Italienne), Funkwerk.
Les faits concernent l'octroi de marchés de gré à gré d'une valeur de 11 milliards de dinars, dans des conditions «frauduleuses», ayant abouti à plusieurs condamnations. Ainsi, Mohamed Meziane, accusé d'avoir attribué «en violation de la réglementation» des marchés à l'entreprise Funkwerk pour l'installation d'un système de télésurveillance, en «contrepartie» de la cession d'actions à ses deux enfants, mais aussi d'avoir privilégié Saipem, filiale du géant italien de l'énergie ENI, dans un contrat de 586 millions de dollars pour la réalisation d'un gazoduc entre l'Algérie et l'Italie, qui a sous-traité avec une société française Piecapag (concurrente lors de la soumission), a été condamné à 5 ans de prison avec sursis et 2 millions de dinars d'amende, alors que ses deux enfants, Réda et Bachir-Fawzi, ont écopé respectivement d'une peine de 6 et 5 ans de prison ferme.
Le tribunal criminel que présidait l'actuel président de la cour de Blida Mohamed Rekkad a également infligé une amende de 5 millions de dinars à la société allemande Funkwerk et 6 millions de dinars à la Sarl Contel Algérie, au groupe algéro-allemand Contel-Funkwerk – dont le patron Mohamed Réda Djaâfar Al Smail a écopé de 6 ans de prison ferme – et le groupe italien Saipem Contracting Algeria.
En plus de l'amende, Funkwerk a été frappée d'une interdiction de soumission en Algérie pendant 5 ans, alors que plusieurs accusés, entre personnes morales et physiques, ont bénéficié de l'acquittement ou de peines légères.
Il est à rappeler que l'enquête judiciaire, qui présentait Réda Djaâfar Al Smail, patron du groupe Contel Algérie Funkwerk Pletac, comme principal accusé dans cette affaire, a mis en avant les privilèges injustifiés que sa société a obtenus, alors que ses offres étaient plus élevées que celles des autres soumissionnaires.
Selon l'arrêt de renvoi, faut-il rappeler, le groupe Sonatrach a conclu un marché douteux avec Saipem Algeria pour la réalisation du gazoduc reliant l'Algérie à l'Italie.
L'un des fils de Mohamed Meziane travaillait comme conseiller, depuis 2006, auprès de l'ex-directeur de Saipem Contracting Algeria, Tullio Orsi.

Redouane Hannachi

AFFAIRE DE CORRUPTION À L'EGT TIPASA

Report du procès en appel au 26 juin

LA CHAMBRE correctionnelle près la Cour de Tipasa a décidé, hier, le report du procès en appel dans l'affaire de corruption à l'Entreprise de gestion touristique (EGT) de Tipasa, à une séance spéciale fixée pour le 26 juin courant.
Cette décision a été prise par la présidente du tribunal qui, après convocation de toutes les parties concernées, a annoncé la nécessité de consacrer une séance spéciale au procès, le 26 juin en cours, en raison du «volume» du dossier qui compte 26 accusés et ce pour «garantir un procès équitable».
Le Tribunal correctionnel de première instance de Tipasa a prononcé, le 18 avril dernier des peines allant d'un an de prison avec sursis à six ans de prison ferme à l'encontre de la majorité des accusés dans cette affaire.
Les anciens directeurs généraux de l'EGT Bahlouli Mohamed (2014-2016) et Kaoula Yacine (2017-2020) ont été condamnés à six (6) ans de prison ferme et à une amende de 500.000 DA, pour «abus de fonction, dilapidation de deniers publics, passation de marchés en infraction à la réglementation et octroi d'indus privilèges à des tiers».
Le tribunal a, en outre, condamné par contumace l'entreprise portugaise de construction «AKA» à une amende de 5 millions de DA avec exclusion de la procédure de passation de marchés publics pendant cinq ans. Le tribunal a, également, refusé la constitution du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, en partie civile, pour manque de capacité juridique.
Les anciens cadres centraux à l'EGT, Kaouane Noureddine, (directeur des finances et des moyens), Maglati Samia (directrice technique), Abdelhak Saadouni (chef de projet) et Khelifi Hamza ont écopé de quatre (4) ans de prison ferme et d'une amende de 300.000 DA, chacun, pour «dilapidation de deniers publics, abus de fonction, passation de marchés en infraction à la réglementation et octroi d'indus privilèges à des tiers».
Les accusés Bar Aziz (président du conseil d'administration de l'EGT de Tipasa), Mansouri Abdelkrim (membre du conseil d'administration), Aglouchi Mohamed (ancien directeur général) et Chiah Rabah (ancien directeur général) ont été condamnés à deux ans de prison ferme et à une amende de 200.000 DA, chacun, pour «abus de fonction».
Six autres accusés ont été condamnés à un an de prison avec sursis et à une amende de 100.000 DA chacun, avec leur acquittement de l'accusation de participation au délit de corruption, tandis que neuf autres accusés, dont l'actuel directeur général de l'EGT, Boudouma Mohamed et des directeurs centraux de la même entreprise, ont été acquittés par le même tribunal.
Les faits de cette affaire remontent au mois de juin dernier quand les accusés avaient été présentés, par la police judiciaire devant le parquet de Tipasa, pour corruption, concernant des faits remontant à la décennie écoulée et relatifs à un projet de modernisation et de réhabilitation de trois complexes touristiques relevant de l'Entreprise de gestion touristique (EGT) de Tipasa, à savoir le village touristique (ex-CET), la «Corne D'or» et «Matares».
Les accusés dans cette affaire sont poursuivis pour «dilapidation de fonds publics, infraction à la loi sur les marchés publics, octroi d'indus privilèges et abus de fonction, participation dans une affaire de corruption et passation de marchés douteux».
Aussi, une instruction judiciaire avait été ouverte par le parquet de Tipasa, suite à une lettre anonyme dénonçant des «infractions graves» dans la gestion du projet de modernisation et de réhabilitation du village touristique (ex-CET) relevant de cette entreprise.
L'entreprise a bénéficié, au début de la décennie écoulée, d'une enveloppe de prés de 4 milliards de DA, portée ultérieurement à 5 milliards de DA, dans le cadre d'un programme national visant la réhabilitation des complexes touristiques publics.
Suite à quoi, Il a été décidé de conclure une convention avec le Crédit populaire algérien (CPA) pour financer le projet via un crédit à long terme, comportant cinq axes «matériaux, travaux, études, formation et réalisation de nouvelles activités». Les fonds devant couvrir les trois unités touristiques (la Corne d'or, Matares et le village touristique),conformément à l'étude technique, selon l'arrêt d'envoi de cette affaire devant le tribunal correctionnel de première instance.
Les différents responsables qui se sont succédé à la tête de l'EGT avaient présenté, plusieurs fois, des demandes de réévaluation de la valeur des crédits alloués aux travaux de modernisation du complexe touristique de Tipasa (Ex-CET), dont le montant était passé de 1,5 milliard DA à 3,5 milliards DA, ce qui constitue une violation des lois et réglementations,
alors que les crédits complémentaires étaient estimés à 6 milliards DA.
Il s'agit de deux pièces jointes portant les numéros 5 et 6, comme ajouts aux dotations financières, afin de justifier des travaux non existants dans le marché principal confié à l'entrepose portugaise «AKA» et portant notamment sur la réalisation d'un centre équestre et d'une forêt récréative, pour une enveloppe de 33 millions de DA, sans recourir à un avis d'appel d'offre international, selon le même rapport d'envoi.
En dépit des sommes colossales dépensées au titre de ce projet, les travaux de modernisation n'ont touché qu'une partie des complexes la «Corne d'or» et l'ex CET, au moment où le chantier de rénovation des bungalows du complexe Matares, n'a touché que quelque bâtiments, pour une enveloppe de 35 millions de DA.

S. O. B.

EL TARF

Des opérations pour améliorer l'alimentation en eau potable durant l'été

Plusieurs opérations destinées à l'amélioration de l'alimentation en eau potable (AEP) sont en voie d'achèvement dans la wilaya d'El Tarf en prévision de la saison estivale 2021, a-t-on appris avant-hier, auprès de la direction locale des ressources en eau (DRE).



Dans l'optique d'améliorer la desserte en eau potable pour la prochaine saison estivale, le directeur local des ressources en eau, Nacer Mokhnache a ainsi indiqué que plusieurs opérations sont en voie d'achèvement citant, entre autres, celles portant sur la rénovation à 100% des réseaux AEP des communes de Ben M'Hidi, Zerizer et Boutheldja pour les mettre en service « courant juillet 2021 ».

Ces agglomérations seront également renforcées par la mise en service, « le mois prochain », de six stations de pompage à Ben M'Hidi avec un débit de 30 litres/seconde, El Kala (80 l/s), El Chatt (30 l/s), Boutheldja (110 l/s) et Ain El Assel (40 l/s). Appelées à améliorer la distribution de l'eau potable et de la plage horaire, ces stations de pompage seront renforcées « dans moins d'un mois », affirme-t-il, par la mise en service également de 14 châteaux d'eau, dont six d'une capacité de 500 m3, implantés dans les localités d'El Sed, El Fhis, Statir, Guergour 3 et Dey El Guaraa.

Un réservoir d'une capacité de stockage de 1.000 m3 est, en outre, prévu à Sidi Kaci, deux (2) autres de 1.000 m3 à Dréan et Chebaita Mokhtar, un autre de 1.500 m3 à Ben M'Hidi, un (1) de 1.000 Mokhnachem3 à Boutheldja et enfin un réservoir de 2.000 m3 à Bouhadjar, a détaillé la même source, signalant que ces ouvrages sont destinés à l'amélioration des capacités de stockage de l'eau à travers la wilaya.

S'agissant des forages, M. Mokhnache a précisé qu'« étant donné que les barrages sont remplis à 50 % de leurs capacités, El Tarf a recouru aux forages pour améliorer la desserte en eau potable ».

Il a, à ce titre indiqué que la wilaya bénéficiera « prochainement d'un forage d'un débit de 20 litres/seconde à Besbes, et d'autres à Sidi Abed (23 l/s), Boutheldja (13 l/s), Asfour 9 l/s) et El Tarf (12 l/s) ».

Le directeur des ressources en eau a, par ailleurs, fait savoir que la wilaya d'El Tarf a bénéficié d'une subvention globale de 130 millions de dinars, dans le cadre du Fonds national de l'eau, destinée à renforcer la ville d'El Kala et diverses zones d'ombre, à l'image de Fartita, Lafhis et Bouamra. Un dispositif portant sur l'amélioration de la desserte en eau potable a été, d'autre part, mis en place par la direction de l'Algérienne des eaux (ADE) pour « assurer un meilleur approvisionnement de la wilaya en eau potable », a déclaré son directeur, Djamel Belaid. Cinq conventions cadres portant acquisition d'équipements et de pièces de rechange ont été ainsi signées pour faciliter les interventions d'urgence, a-t-il souligné. Tout en signalant que les créances de l'ADE sont estimées à 830 millions de dinars, la même source a indiqué que 13 communes de la wilaya d'El Tarf bénéficient d'une desserte quotidienne, six autres sont approvisionnées à raison d'un jour sur deux et le reste un jour sur cinq. Toutes les dispositions nécessaires ont été prises pour améliorer l'approvisionnement des 24 communes de cette wilaya côtière dont les besoins en eau potable se font ressentir davantage durant la saison estivale, marquée par un afflux considérable de touristes, a rappelé le directeur de l'ADE.

PLAN ANTI-INCENDIE À BLIDA

Installation de 13 tours de contrôle

TREIZE TOURS de contrôle ont été installées au niveau des forêts de la wilaya de Blida par la conservation locale des forêts dans le cadre de la mise en œuvre du plan anti-incendie, a-t-on appris avant-hier, auprès de cette institution.

« Dans le cadre des préparatifs liés au dispositif de lutte contre les incendies de forêts et dans le but d'assurer une intervention rapide des sapeurs-pompiers, treize tours de contrôle ont été installées à travers les forêts de la wilaya, notamment au niveau des points noirs enregistrant annuellement des départs de feux », a indiqué le chargé de communication de la Conservation des forêts de la wilaya de Blida, Mohamed Mokadem.

Il a été procédé également à l'installation, à la faveur du même dispositif, d'équipes de première intervention au niveau des espaces forestiers, dotées d'un effectif de plus d'une centaine d'ouvriers saisonniers recrutés, en priorité, parmi les habitants des zones montagneuses et mitoyennes aux forêts, a précisé le responsable de la communication.

Les équipes de première intervention seront soutenues, sur le terrain, par 23 brigades mobiles comptant 144 agents, pour sillonner l'ensemble du massif forestier de la wilaya, a ajouté M. Mokadem, soulignant « le rôle important de ces équipes dans la découverte des départs de feux et l'empêchement de leur propagation, en attendant l'arrivée des renforts », a-t-il expliqué.

Par ailleurs, et afin de faciliter l'intervention des agents de la protection civile et de forêts pour l'extinction des incendies et le désenclavement des zones montagneuses, la conservation des forêts a procédé à l'aménagement de 108 km de pistes montagneuses traversant les espaces forestiers menacés par les incendies, a-t-on indiqué de même source. Outre la mobilisation des moyens humains et matériels, la Conservation des forêts de Blida a également accordé un intérêt particulier à l'aspect prévention et sensibilisation, à travers le lancement, en coordination avec les services de la protection civile, d'une caravane d'information sur les dangers des feux de forêts. Cette caravane a pour mission l'intensification de l'action de proximité au niveau des zones riveraines des forêts et des surfaces agricoles à travers la sensibilisation de leurs habitants sur les comportements à tenir et les réflexes à éviter pour empêcher tout départ de feu, tout en les incitant à signaler tout incendie dès sa déclaration, avant qu'il ne prenne de l'ampleur, ce qui facilitera sa maîtrise.

TISSEMSILT

Vers la création d'ateliers de prévention contre les intoxications alimentaires

LA DIRECTION du Commerce de la wilaya de Tissemsilt envisage de créer des ateliers de prévention contre les risques d'intoxications alimentaires, a-t-on appris avant-hier, du chargé d'information à la direction, Ahmed Abbès.

Les ateliers seront créés au niveau d'établissements scolaires, de formation, culturels, juvéniles et à l'université de Tissemsilt dans le cadre de la consolidation de la culture pour une consommation saine, a indiqué M. Abbes, en marge de la cérémonie du lancement d'une campagne de wilaya de sensibilisation du consommateur sur les intoxications alimentaires.

L'initiative porte sur l'élaboration des programmes de sensibilisation en donnant des cours, des conseils et des orientations en vue d'éviter des intoxications alimentaires, en plus d'impliquer les élèves, les stagiaires, les jeunes et les étudiants dans des actions de sensibilisation des consommateurs en programmant des concours et des rencontres liées à ce sujet.

Les ateliers de prévention contre les risques d'intoxications alimentaires seront encadrés par des adhérents de l'association de wilaya de défense des droits du consommateur et son environnement et de l'association « El Aman » de protection du consommateur avec l'aide de cadres de la direction du Commerce, a-t-on précisé.

La journée inaugurale de la campagne, organisée à l'initiative de la direction du Commerce en collaboration avec les deux associations précitées au niveau de la chambre d'industrie et de commerce « Ouarsenis », a été marquée par des expositions d'affiches et la distribution de dépliants mettant en exergue les missions et activités des instances liées au secteur du commerce et de partenaires.

Le programme de la campagne de trois mois comporte l'organisation de portes ouvertes, de journées d'information et de réunions de proximité de sensibilisation au niveau de places publiques, de centres commerciaux, des résidences universitaires et d'établissements de formation.

A l'occasion, des conférences et des journées d'études ont été programmées sur des thèmes abordant la prévention contre les intoxications alimentaires, la consommation rationnelle, la réduction de l'utilisation du sel, du sucre et des produits gras dans les plats, outre des sorties aux marchés et locaux commerciaux pour la sensibilisation sur la prévention contre l'intoxication alimentaire avec l'implication d'imams et animation d'émissions radios, a ajouté M. Abbès.

JIJEL

Début de la vaccination contre la Covid-19 dans les espaces ouverts

LA CAMPAGNE de vaccination contre la Covid-19 dans les espaces ouverts a été lancée, avant-hier, à Jijel, suscitant un intérêt mitigé des citoyens.

« L'opération a pour objectif de cibler le plus grand nombre de citoyens en vue de renforcer leur immunité et vaincre cette épidémie », a déclaré Fatima Bouhrith, médecin responsable de l'opération, en marge de l'ouverture d'un espace de vaccination sur la Place Khecha Ahcène dans la cité Village Moussa, au centre-ville.

Selon la même praticienne, l'opération s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale de vaccination en dehors des structures de santé dans le but d'élargir la vaccination, la rapprocher des citoyens et toucher toutes les catégories sociales.

Deux grandes tentes ont été dressées, à cet effet, au niveau de cet espace public, où un staff médical assure la consultation préalable des citoyens désirant se faire vacciner, et ce, à travers la mobilisation de tous les moyens logistiques nécessaires, a ajouté la même source.

Deux vaccins sont utilisés, selon la même source qui a précisé que l'Astra Zeneca a été réservé aux plus de 50 ans n'ayant pas de maladies chroniques nécessitant des médicaments anticoagulants, tandis que le vaccin Sinovac est destiné aux moins de 50 ans.

Le chef du service prévention de la direction locale de la santé, Bilal Daâs, a indiqué de son côté qu'un nouveau lot de plus de 12.000 doses de vaccins sera reçu, lundi, par la wilaya.

Pour rappel, la wilaya de Jijel a reçu depuis le lancement de la campagne de vaccination contre la Covid-19 en février dernier, à ce jour, 12.150 doses de quatre vaccins.

L'ÉVÉNEMENT VISE LA CRÉATION D'UN MARCHÉ DU DESIGN

La Biennale "DZign2020+1" expose "Intramuros" à Alger

"Intramuros", troisième exposition de la Première biennale algéro-française du design "DZign2020+1", prévue jusqu'au 26 juin, s'est ouverte dimanche à la Villa Dar Abdellatif de l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC).

Organisée sous le thème, "Réinventer la ville par le design", "Intramuros" vient compléter deux autres expositions du grand projet de la biennale, "Explore Outside the Box, photographiez la cité de demain" organisée à l'Institut français d'Alger (Ifa), du 27mai au 27 juin et "Extramuros" aux ateliers sauvages du 3 au 26 juin.

Sur la soixantaine de participants aux trois expositions entre designers algériens et français, "Intramuros" a réuni une vingtaine de concepteurs, invités ou sélectionnés sur appel à candidatures.

Présentant, entre autres, des travaux inédits de l'artiste Mahjoub Ben Bella, l'exposition rend compte de plusieurs installations avec des concepts artistiques différents sur la manière d'aménager l'intérieur des maisons avec une mise en valeur esthétique et une exploitation intelligente de l'espace.

Parmi les installations proposées à cette exposition dédiée à l'objet, "Lem'karfès" (le froissé), un service de table en argile travaillée, du trio, Karim Sergoua, Rachida et Samia Merzouk, ainsi que "Igerzzen" (la merveilleuse), une lampe de chevet conçue avec des objets récupérés, dont un couvercle fondant qui dégouline comme la cire d'une bougie.

"West d'Art" (Modicube), une autre installation a proposé des modules en forme cubique, multifonctionnels amovibles et indépendants des architectes designers, Lilia Djenadi et Ahmed Ichallalene, alors que "Ybrid" (Jungle de Bêton) de Sara Aloui met en valeur des objets de décoration en bêton, fabriqués de manière artisanale.

D'un autre côté, Mouna Boumaza et Khalil Bensalem cofondateurs de "Kutch" ont



exposé une table à multi-usage en laiton, exploitant les déchets du bois de premier usinage (Copaux, sciure et écorces pures) pour la fabrication de ses supports, ainsi que le mat d'une lampe qui pointe au dessus de la table.

En présence d'un représentant du ministère de la Culture et des Arts, de l'ambassadeur de France en Algérie, François Gouyette et du directeur de l'AARC, Abdelkader Bendamache, les artistes designers prenaient du plaisir à expliquer leurs œuvres aux visiteurs.

La Première biennale algéro-française du design "DZign2020+1" est le fruit d'une collaboration entre les deux pays qui a donné naissance en 2020 à un projet autour d'une nouvelle "conception de la ville par le design", a expliqué la commissaire de l'événement, Feriel Gasmi Issiakhem.

Une occasion pour la partie algérienne, poursuit la commissaire, de reconsidérer "le rapport historiciste des architectes, designers, artistes et ingénieurs pour travailler sur les questions urbaines et celles en lien avec les objets et surtout la durabilité et l'usage des déchets".

Selon Feriel Gasmi Issiakhem la Première biennale algéro-française du design "DZign2020+1", vise entre autres objectifs importants, "la création d'un marché du design", signalant au passage, la tenue en fin d'année, d'ateliers de formation sur la gestion des déchets et l'art de donner une seconde vie aux objets.

Un concert de son et lumière, programmé pour la clôture de l'événement en novembre prochain, abordera à nouveau la question de l'urbain, conclut la commissaire de "DZign2020+1".

La Première biennale algéro-française du design "DZign2020+1" est organisée, sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, par l'Institut français d'Algérie (IFA), en collaboration avec l'AARC, l'Ecole supérieure des Beaux-Arts d'Alger, l'Ecole polytechnique d'architecture et d'urbanisme (EPAU) et le musée public national d'Art moderne et contemporain d'Alger (MAMA).

A L'OCCASION DE LA JOURNÉE DE L'ENFANT AFRICAIN

Riche programme pour les petits constantinois à la bibliothèque principale

DANS le cadre des festivités célébrant la journée de l'Enfant africain, coïncidant avec le 16 juin, la bibliothèque principale Mustapha Nettour de Constantine propose du 15 au 17 du mois un cocktail d'activités culturelles et artistiques au profit des enfants de la cité des ponts. Intitulées « L'enfant l'âme de la vie », les journées proposent une série d'expositions, ateliers et concours en plus de projection de court métrage.

Une expo-livre pour enfant, prévue au hall de la structure sise à Bab El Kantara en collaboration avec des maisons d'édition activant dans la capitale de l'Est, permettra aux jeunes de renouer avec le conte et le livre éducatif et scientifique.

Un vernissage présenté par une jeune artiste, Khinar Baya Anissa, laquelle étalera son don de jeune peintre, fera à ne pas douter des envieux parmi les jeunes initiés à l'art de la peinture qui y verront une occasion pour prendre part à l'atelier de dessin mis à leur disposition durant ce rendez-vous pour s'initier à l'art de la pigmentation. Ceci parallèlement aux ateliers de lecture, de conte ou encore de calligraphie qui seront encadrés par des professionnels.

Le jeune dessinateur Baadache Abdelrahim présente quant à lui une série d'œuvres de bandes dessinées.

En collaboration avec une maison d'édition, Numidia, un spectacle préparé par les enfants intitulé « Happy Clown » égayera l'atmosphère avec des sketches et de numéros de farce.

La deuxième journée sera consacrée, en sus de la poursuite des activités de mardi, à des concours de mémoire et de concentration. La technique dite KIdzobot sera mise en valeur, précisent les organisateurs de l'événement.

Des projections de vidéos dont une sera consacrée à « l'apprentissage par le jeu », un concert de chant patriotique et religieux donné par une groupe de jeunes scouts seront également au rendez-vous.

Les gagnants recevront à la fin des festivités des prix. Les lauréats du concours « le jeune rédacteur » lancé récemment seront aussi honorés.

Amine B.

L'ART ET LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

À New York, la guerre des expositions numériques est déclarée

LE MONDE des Arts refuse de rester à l'écart des nouvelles technologies. Le numérique, désormais partie intégrante du quotidien des citoyens du monde entier s'invite aussi dans le monde de la peinture. Les galeries virtuelles proposées par les centaines de plateformes empiétant le pas aux galeries physiques, notamment en cette période de covid-19, ou les restrictions en présentiel ont en booster l'afflux de mélomanes sur les sites de vente en ligne d'œuvres d'art en sont le meilleur exemple. L'Art s'est aussi approprié une autre technique offerte par le numérique. Des expositions numériques offrent depuis quelques mois aux amateurs des immersions dans le monde des tableaux et autres sculptures. Aux Etats unis, à New York s'ouvrent en même temps durant ce mois de juin deux « expériences immersives » prenant pour thème Van Gogh.

Des campagnes publicitaires inondent la ville américaine. À première vue, difficile de dire ce qui les différencie, d'autant que leurs affiches, qui couvrent les murs et les bus de la ville depuis plusieurs semaines, semblent parfaitement identiques. Leurs noms, étrangement similaires, entretiennent eux-mêmes la confusion : « Immersive Van Gogh Exhibit New York » et « Van Gogh : The Immersive Experience, New York » se livrent une bataille féroce. La première, conçue conjointement par Lighthouse Immersive et Maestro Immersive, a fait escale à Toronto (Canada) l'an passé et à Chicago en mars. La seconde, imaginée par Exhibition Hub et Fever, a déjà accueilli des visiteurs à Naples en Italie en 2018. C'est la première fois qu'elles se font face dans une même ville. Elles proposent toutes deux aux visiteurs de « redécouvrir » l'œuvre du peintre en les « faisant entrer dans ses tableaux les plus célèbres », grâce à des projections vidéo sur le sol et les murs d'une vaste pièce.

Il y a un an, les expositions numériques étaient encore quasiment inconnues du grand public américain. Chacune des grandes métropoles du pays a désormais son « expérience immersive » consacrée à Van Gogh, ou l'aura d'ici à la fin de l'année. Six opérateurs se partagent ce marché, que la pandémie semble avoir inspiré : avec leurs grands espaces favorisant naturellement la distanciation sociale, « c'est la sortie idéale. C'est le moment parfait pour monter ce genre d'exposition » , explique une porte-parole de Fever.

Se démarquer dans ce contexte devenu extrêmement concurrentiel n'a rien d'évident, tant les offres se ressemblent. L'ouverture à la vente des billets des deux expositions new-yorkaises a d'ailleurs entraîné le mécontentement de certains acheteurs, qui pensaient réserver pour l'une tout en achetant leur entrée (non remboursable) pour l'autre. Le Better Business Bureau, l'équivalent aux États-Unis de l'Autorité de la concurrence en France, a enregistré plus de 200 plaintes en mars contre Fever pour publicité mensongère. Leur matériel de communication était jugé trop proche de celui de l'exposition de Lighthouse.

Mario Iacampo, le directeur artistique de l'exposition incriminée, balaye pourtant la méprise : « Notre exposition n'a rien à voir avec les autres, ce n'est pas juste une pièce avec de la lumière et de la couleur : on y apprend quelque chose. » Son parcours commence par un long couloir où sont présentés les années arlésiennes de l'artiste (avec une reconstitution de la fameuse chambre), sa relation avec le japonisme et son séjour au monastère Saint-Paul de Mausole. L'« expérience immersive » à proprement parler commence ensuite, et reprend ces trois thèmes dans une mise en scène sonore et lumineuse qui se veut un « musée virtuel ».

Face à son concurrent direct, l'exposition « Immersive Van Gogh » de Lighthouse se prétend « l'originale », comme on peut le lire sur ses affiches. Son directeur artistique, Massimiliano Siccardi, revendique d'avoir conçu l'exposition « Van Gogh, la nuit étoilée » de l'Atelier des Lumières à Paris, celle que visite Emily dans la série de Netflix « Emily in Paris ». Pour insister sur ce lien et profiter du succès de la série, Lighthouse a même demandé à Lily Collins, l'actrice qui joue Emily, de présenter « Immersive Van Gogh » dans une vidéo promotionnelle. Cela n'a pas échappé à Bruno Monnier, président-fondateur de Culturespaces, qui gère l'Atelier des Lumières : « Nous n'avons aucun lien avec "Immersive Van Gogh" !, réagit-il. Ce n'est pas l'exposition d'Emily, c'en est une autre. » Des procédures judiciaires sont en cours pour forcer Lighthouse à retirer les références à la série dans sa communication.

Culturespaces prévoit d'ouvrir à New York son propre lieu dévolu aux expositions numériques en 2022 : le « Hall des Lumières » investira un immeuble historique de 3 000 m2 dans le quartier de Tribeca. « C'est un espace extraordinaire. Là-bas le public verra ce qu'est vraiment une exposition numérique. On ne se sent pas le concurrent direct des autres » , assure Bruno Monnier. Une chose est sûre : « Nous n'ouvrirons pas avec Van Gogh !

DOSSIER SAHRAOUI

Le Maroc enchaine les camouflets

Le Maroc a subi plusieurs coups durs sur le plan diplomatique ces derniers jours concernant le dossier sahraoui, perdant progressivement l'appui des Etats-Unis, affiché, en décembre dernier, par l'ancien président américain, Donald Trump et essuyant le refus de pays européens de reconnaître sa prétendue souveraineté sur les territoires sahraouis.

Le dernier camouflet en date est venu du Congrès américain qui a bloqué l'ouverture d'un consulat à Dakhla occupée en même temps qu'une opération de vente de drones armés. Une décision qui intervient quelques jours après que le Département d'Etat américain a évoqué un changement d'approche de la part de l'administration Biden concernant la question sahraouie.

En décembre dernier, l'ancien président américain avait proclamé sa reconnaissance de la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental en échange de la normalisation des relations entre le Maroc et l'entité sioniste, alliée des Etats-Unis.

Selon le quotidien espagnol Lavanguardia la commission des Affaires étrangères du Congrès a remis en cause la nécessité de l'ouverture d'un consulat dans les territoires occupés.

Les drones que le Maroc devait acheter aux Etats-Unis entraient également dans le cadre de l'accord passé avec Donald Trump mais les membres du Congrès américain ont estimé que ces armes technologiquement très avancées, «ne devaient pas être mises à la disposition du Maroc».

Quelques jours plus tôt, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova a affirmé que son pays ne reconnaissait pas la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental. Elle a expliqué que la position de Moscou vis-à-vis de la cause sahraouie «n'a pas changé».

Elle a précisé que «le règlement définitif du conflit ne saurait être réalisé qu'à travers l'application des décisions pertinentes issues de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relevant de l'ONU dans le cadre des mesures conformes aux principes et aux objectifs de la Charte des Nations Unies».



Le 10 juin courant, le Parlement européen a adopté une résolution dans laquelle il a critiqué l'utilisation, par le Maroc, de la question migratoire à des fins politiques, en référence au fait que le royaume ait laissé passer, au mois de mai dernier, des milliers de migrants, dont beaucoup de mineurs non accompagnés, vers les territoires espagnols en réaction à l'hospitalisation, en Espagne, du président sahraoui, Brahim Ghali.

Le Parlement européen «rejette l'utilisation par le Maroc des contrôles aux frontières et de la migration notamment des mineurs non accompagnés, comme moyen de pression politique sur un Etat membre de l'Union, déplore en particulier que des enfants, des mineurs non accompagnés et des familles aient franchi massivement la frontière entre le Maroc et la ville espagnole de Ceuta, mettant ainsi leur vie et leur sécurité clairement en péril», souligne le texte de la résolution.

Il rappelle que «le ministre marocain des affaires étrangères a reconnu que l'entrée massive de milliers de personnes, dont des enfants, découlait directement du fait que le chef du Front Polisario avait été accueilli en Espagne» et que «dans une déclaration officielle publiée ultérieurement, les autorités marocaines ont indiqué comme raison réelle la position jugée ambiguë de l'Espagne sur le Sahara occidental».

D'autre part, le parlement «rappelle que la protection et la sécurité de Ceuta concernent l'ensemble de l'Union européenne car la ville autonome fait partie de ses frontières extérieures.

R. I.

Le Congrès américain bloque la promesse de Trump d'ouvrir un consulat à Dakhla

LE CONGRÈS américain a bloqué l'ouverture d'un consulat des Etats-Unis à Dakhla occupée et une opération de vente de drones armés au Maroc, deux promesses clés faites au Royaume par l'ex-président, Donald Trump, selon le quotidien espagnol Lavanguardia.

Le journal révèle dimanche que la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, bloque depuis plusieurs mois deux promesses clés contenues dans l'accord portant la reconnaissance unilatérale de Trump de la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental en échange de la normalisation des relations entre le régime marocain et l'entité sioniste.

Il s'agit de l'ouverture d'un consulat américain à Dakhla, ville sahraouie occupée, et la vente de drones armés MQ-9B au royaume, selon des sources au Congrès citées par Lavanguardia.

La nature «transactionnelle» de nombre des accords d'Abraham, promus par Trump entre Israéliens et différents pays arabes et souvent accompagnés de ventes d'armes, a suscité dès le début les inquiétudes des élus américains, souligne l'article, jugeant que «le soutien de Washington à Rabat est beaucoup plus fissuré qu'il n'y paraît».

Mais avec l'arrivée de Joe Biden à la Maison Blanche, ce malaise s'est traduit par des actions concrètes dans le cas du Maroc pour tenter d'en atténuer les conséquences, ajoute la même source.

Lavanguardia rappelle que vers fin décembre, l'ambassadeur américain à Rabat, David Fisher, s'est rendu dans la ville de Dakhla occupée pour inaugurer un bureau diplomatique virtuel et annoncer le début des procédures pour construire les locaux de la représentation consulaire.

Cependant, la commission des Affaires étrangères du Congrès remet en cause la nécessité d'un tel consulat, d'après la même source, et son blocage, signifie que, légalement, «le Département d'Etat ne peut pas prendre de décisions financières ou opérationnelles pour aller de l'avant avec le plan», explique-t-on.

Il en va de même avec la promesse de Trump au Royaume de lui vendre des drones MQ-9B, une technologie très avancée qui, selon les membres de la commission, «ne devrait pas être mise à la disposition du Maroc».

Le blocage de ces promesses au Congrès n'a pas été révélé jusqu'à présent, mais la vérité, telle qu'elle est établie par l'Avanguardia, est qu'»elles sont gelées depuis près de cinq mois sans que le Département d'Etat n'ait pris des mesures pour tenter de le contourner ou de négocier un compromis avec les membres du Congrès».

Certains démocrates exigent du Département d'Etat) de se distancier totalement de ces pactes. En février, rappelle-t-on, 27 sénateurs ont écrit une lettre au président Biden dans laquelle ils lui ont explicitement demandé de révoquer la décision de Trump sur le Sahara occidental. Parmi les signataires, figuraient des démocrates mais aussi des républicains. Lavanguardia est de l'avis que l'insistance sur une solution négociée entre les parties implique, en pratique, «une prise de distance par rapport à la proclamation de Trump», ce qui représente un tournant historique dans la position américaine qu'aucun autre pays au monde n'a suivi. La commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants du Congrès a demandé au Département d'Etat de l'informer avant juillet de l'état d'avancement des contacts dans le cadre des Nations unies pour réactiver les négociations, selon le journal.

«L'impact des politiques de Donald Trump suscite des inquiétudes et nous sommes activement impliqués avec le président Joe Biden face aux prochaines étapes», déclarent des sources au Congrès cité par Lavanguardia.

Mercredi, le Département d'Etat américain a évoqué un changement d'approche de la part de l'administration Biden concernant la question sahraouie.

A une question de savoir comment l'administration Biden compte concilier le message sur le retour du multilatéralisme et la décision de s'en tenir jusqu'à présent à la décision de Donald Trump de reconnaître la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, le porte-parole du Département d'Etat, Ned Price a répondu que son département «consulte en privé les parties sur la meilleure façon de mettre fin à la violence et de parvenir à un règlement durable».

«Je n'ai rien de plus à annoncer pour le moment, mais je contesterai certainement la caractérisation selon laquelle il y aurait une continuité, y compris en ce qui concerne notre approche envers la région, depuis la dernière administration».

Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, avait déclaré lors de son audition de confirmation au Sénat américain, que certaines des incitations incluses dans les accords dits «d'Abraham» méritaient de faire l'objet d'un «examen attentif», en référence implicite à certains avantages accordés par Donald Trump, dont la reconnaissance de la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental.

R. I.

CÔTE D'IVOIRE

Le village de Laurent Gbagbo prêt pour le retour du «père»

Après dix ans d'absence et définitivement acquitté en mars par la Cour pénale internationale de La Haye, l'ancien chef de l'Etat doit atterrir le 17 juin à Abidjan.

Ils chantent, dansent et rient en coupant les herbes hautes pour dégager la route qui mène à Mama. Le village natal de Laurent Gbabgo se prépare à faire un triomphe à l'ancien président, ce « père », ce « héros » qui sera de retour jeudi 17 juin en Côte d'Ivoire après dix ans d'absence.

« Respecter l'arrivée de Gbagbo ! », « Honorer l'arrivée de Gbagbo ! » : une trentaine d'hommes et quelques femmes scandent en rythme ces mots, en travaillant machette et pelle à la main. C'est le dernier dimanche avant le retour du « fils du pays » et le premier jour des festivités en son honneur à Mama (centre-ouest).

Laurent Gbagbo, qui a été définitivement acquitté en mars par la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye des accusations de crimes contre l'humanité, doit atterrir jeudi à Abidjan. Il avait été arrêté en avril 2011, lors de la crise postélectorale qui a duré cinq mois et pendant laquelle plus de 3 000 personnes ont été tuées.

Les travailleurs du bord de la route sont rejoints en fin de matinée par quelques centaines de personnes venues en bus de Gagnoa, la ville la plus proche, à une trentaine de minutes de Mama. Les bus s'arrêtent là, les passagers descendent en criant « Gbagbo ! Gbagbo ! » pour faire les derniers kilomètres à pied. Une fanfare accompagne cette « caravane de la paix et de la victoire».

Laurent Gbagbo, 76 ans, qui fut président pendant dix ans, est déjà partout sur les chapeaux, les tee-shirts et les pagnes colorés. Comme celui de deux femmes, avec le portrait de l'ancien chef de l'Etat et ce message : « Le lion de l'Afrique est de retour. » Ou encore un polo « Bon retour chez toi ». Des femmes scandent : « La joie est totale », « Gbagbo ou rien ». Dans le cortège, Agnès Koudy a le sourire aux lèvres : « Ça a été un président parfait. Avec lui, il y avait la joie de vivre. Il nous a tant manqué. »

Loin du tumulte, le « chef des terres », une autorité traditionnelle, Joseph Goli Obou, reçoit ses visiteurs à l'ombre devant une maison proprette. « Si un fils te quitte un certain temps, à son retour tu ne dois pas rester les bras croisés », précise cet homme



de 71 ans, auxquels tous s'adressent avec déférence.

« Je suis en train de balayer autour du village. Je prépare le manger pour ceux qui l'accompagnent, les moutons, les bœufs. J'ai déjà préparé sa maison, sa couchette », proclame, enfoncé dans son fauteuil, le chef qui porte lui aussi un pagne avec le portrait de l'ex-président.

Difficile de rater « la résidence » de Laurent Gbagbo. Difficile cependant de voir la maison, tant elle est bien cachée derrière des murs roses qui s'étendent à perte de vue. Quand Laurent Gbagbo reviendra-t-il à Mama ? Très rapidement après son arrivée à Abidjan, « le lendemain », affirme le « chef des terres ».

« On a besoin de tout le monde ici »

Début avril, le président Alassane Ouattara a donné en avril son feu vert au retour de son ancien rival, au nom de la réconciliation nationale.

Des victimes des violences de la crise de 2010-2011 réclament cependant toujours justice. « Il faut qu'ils mettent de l'eau dans leur vin. Gbagbo veut la paix, Gbagbo est un démocrate », affirme avec véhémence le « chef des terres ». Et après ? « A son retour, il va reprendre la politique. C'est la politique qui l'a amené là-bas [devant la CPI] ». Mais « c'est le peuple qui décidera » de l'élire ou non : « Nous sommes en démocratie. »

Pour Pulchérie Gbalet, de l'ONG Alternative citoyenne ivoirienne (ACI), « ce retour représente un acte majeur pour la réconciliation. On a besoin de tout le monde ici ». Libérée de prison en avril, elle est venue saluer le chef et lui « manifester [sa] joie ». Porcherie Gbalet a été arrêtée en août pour une manifestation contre le troisième mandat d'Alassane Ouattara.

Mais dans la « caravane », les avis sont plus partagés. « Quand il y a la discorde, il faut juger les deux. Laurent Gbagbo a été jugé. L'autre [Alassane Ouattara] aussi doit aller se présenter à la CPI », déclare fermement Félix Koudou, qui se présente comme un cousin de l'ancien président.

Jeudi, beaucoup comptent quitter Mama pour aller à l'aéroport d'Abidjan. Parmi eux, le « chef des terres », car « le 17, Laurent Gbagbo sera en Côte d'Ivoire. Le 17 sera une date exceptionnelle ». **R . I.**

YÉMEN

Les corps de 25 migrants retrouvés au large du pays par des pêcheurs

UN BATEAU s'est renversé il y a deux jours, qui transportait « entre 160 et 200 personnes » selon un responsable local yéménite. Le sort des autres occupants n'est pas encore connu.

Des pêcheurs ont retrouvé, lundi 14 juin, les corps d'au moins 25 migrants près du détroit de Bab Al-Mandab et de Djibouti, a annoncé Jalil Ahmed Ali, un responsable local yéménite. Ils tentaient vraisemblablement d'atteindre le Yémen, depuis l'Ethiopie principalement, dans l'espoir de rejoindre les riches Etats du Golfe. « Les pêcheurs ont retrouvé 25 corps dans la mer », a ainsi fait savoir M. Ali, ajoutant que le bateau s'était « renversé il y a deux jours et transportait entre 160 et 200 personnes ». Le sort des autres personnes n'est pas connu. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a confirmé lundi le naufrage d'une embarcation dans cette zone, précisant que les circonstances exactes de l'accident n'étaient pas claires. Le bateau a coulé près des côtes de Ras Al-Ara, dans la région de Lahij (sud), une zone surnommée « l'enfer des migrants » par les ONG. Malgré le conflit qui ravage le Yémen, les migrations clandestines se poursuivent notamment à partir de l'Ethiopie.

Les riches pays pétroliers du Golfe, comme l'Arabie saoudite ou les Emirats arabes unis, accueillent une importante main-d'œuvre étrangère venue du sous-continent indien ou d'Afrique. Ces derniers mois, des dizaines de migrants sont morts dans le détroit de Bab Al-Mandab qui sépare Djibouti du Yémen, une route majeure pour le commerce international mais aussi les migrations et le trafic d'êtres humains.

Bloqués dans le Yémen en guerre, de nombreux migrants font aussi le chemin inverse. En avril, au moins 42 migrants sont morts au large de Djibouti après que leur bateau, parti du Yémen, eut chaviré, selon l'OIM. L'organisation estime à 32 000 le nombre de migrants, principalement éthiopiens, toujours bloqués dans le pays dévasté par plus de six ans de guerre civile et plongé dans ce que l'Organisation des nations unies humanitaire en cours dans le monde. **R. I.** qualifie de pire désastre

AFGHANISTAN

Erdogan présente la Turquie en seule alternative

APRÈS vous, le déluge… ou moi. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré dimanche 13 juin que la Turquie serait « le seul pays fiable » à avoir encore des troupes en Afghanistan après le retrait des Américains et de l'Otan, et a dit vouloir en discuter avec Joe Biden en marge du sommet de l'Otan lundi. « L'Amérique se prépare à quitter l'Afghanistan prochainement et lorsqu'ils seront partis, le seul pays fiable qui restera pour maintenir le processus là-bas sera évidemment la Turquie », a-t-il déclaré à l'aéroport d'Istanbul, avant son départ pour Bruxelles, où va se tenir le sommet.

Les États-Unis sont dans la phase finale de leur retrait d'Afghanistan, tout comme les troupes de l'Otan, d'ici le 11 septembre – 20 ans jour pour jour après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis.

Recep Tayyip Erdogan a révélé que des responsables turcs avaient indiqué samedi à leurs homologues américains qu'Ankara était prêt à maintenir des troupes en Afghanistan, sans donner plus de détails. Ils en sont « ravis et heureux. Nous allons pouvoir discuter du processus pour l'Afghanistan avec eux », a-t-il ajouté.

Selon des informations de presse, la Turquie serait prête à maintenir des troupes pour protéger l'aéroport de Kaboul, la principale voie de sortie pour les diplomates occidentaux et les travailleurs humanitaires. Un responsable turc ayant souhaité rester anonyme n'a pas exclu un maintien des forces turques en Afghanistan « à partir du moment où certaines conditions, y compris légales et financières, sont remplies ».

« Tout cela doit être discuté. Si la Turquie reste, elle le fera dans quel cadre : sous le parapluie de l'Otan ou selon des modalités bilatérales ? Et si (elle reste) sous les auspices de l'Otan, avec quel mandat ? », a-t-il dit. Selon ce responsable, les pays occidentaux souhaitent que la Turquie maintienne des forces en Afghanistan et protège l'aéroport de Kaboul. « Mais pourquoi la Turquie doit-elle fournir de gros efforts si personne ne lui apporte du soutien ? Ces questions doivent être clarifiées », a souligné le responsable.

Les talibans ont dit samedi que les forces étrangères ne devaient garder « aucun espoir » de maintenir une présence militaire en Afghanistan, et que la sécurité des ambassades et de l'aéroport serait de la responsabilité des Afghans. Recep Tayyip Erdogan a également assuré que la Turquie voulait tourner une page dans ses relations avec l'administration Biden, alors que les relations entre les deux pays sont toujours tendues. « Il y a eu des rumeurs ici et là. Nous devons les laisser derrière nous et discuter de ce que nous pouvons faire », a-t-il déclaré. Mais la Turquie ne veut pas d'une approche américaine avec « des si et des mais », a-t-il souligné.

Les relations turco-américaines se sont détériorées depuis que Joe Biden a succédé en janvier à la Maison-Blanche à Donald Trump, allié de Recep Tayyip Erdogan. Le président Biden a notamment reconnu le génocide arménien sous l'empire ottoman pendant la Première Guerre mondiale, suscitant la colère d'Ankara. « Cela nous a sérieusement attristés […]. La Turquie n'est pas un pays ordinaire. C'est un allié des États-Unis », a affirmé Recep Tayyip Erdogan. R. I.

JUDO : L'ALGÉRIEN FETHI NOURINE (-73 KG) QUALIFIÉ AUX JO DE TOKYO

LE JUDOKA algérien Fethi Nourine (-73 kg) s'est qualifié aux prochains Jeux Olympiques d'été, prévus du 23 juillet au 8 août à Tokyo (Japon), a annoncé le Comité olympique et sportif algérien (COA).
La liste finale des judokas qualifiés aux Olympiades nippones sera dévoilée mercredi (vers 18h00 GMT), sur le site officiel de la Fédération internationale (IJF), mais le COA a anticipé la qualification de l'Oranais, en publiant cette information dès samedi soir sur les réseaux sociaux. Six autres judokas algériens étaient candidats à une qualification pour les Olympiades nippones, en l'occurrence Belkadi Amina (-63 kg), Kaouthar Ouallal (-78 kg), Sonia Asselah (+78 kg), Waïl Ezzine (-66 kg), Abderrahmane Benamadi (-90 kg) et Mustapha Yasser Bouamar (-100 kg), mais aucun d'entre eux n'y est finalement parvenu.
Nourine devient ainsi le 40e Algérien (toutes disciplines sportives confondues) à se qualifier aux JO de Tokyo.

LUTTE/OPEN INTERNATIONAL DE VARSOVIE : 5E PLACE POUR SID AZARA BACHIR

L'ATHLÈTE ALGÉRIEN de la lutte gréco-romaine, Sid Azara Bachir (87 Kg), a terminé à la cinquième place de l'Open international de Varsovie (Pologne) qui a pris fin dimanche soir. Déjà qualifié aux JO de Tokyo, Azara a raté de peu la médaille de bronze après avoir mené tout au long de son duel devant le Turc Metehan Bazar. Huit athlètes algériens (4 en lutte gréco-romaine et 4 en lutte libre), ont composté leur billet pour les Jeux Olympiques 2020 de Tokyo, repoussés à 2021.Les quatre qualifiés en lutte libre sont : Mohamed Fardj (97 kg), Kherbache Abdelhak (57 kg), Fateh Benferdjallah (86 kg) et Djahid Berrahal (125 kg). En lutte gréco-romaine, Adem Boudjemline (97 kg), Sid Azara Bachir (87 Kg), Abdelkrim Fergat (60 kg) et Abdelmalek Merabet (67 kg) ont également validé leur billet pour Tokyo. En vue de leur participation aux JO de Tokyo, la direction technique nationale (DTN) a programmé deux stages de préparation à l'étranger. Les athlètes de la lutte gréco-romaine se rendront le 24 juin à Tatabanya (Hongrie) pour un dernier stage qui se poursuit jusqu'au 19 juillet, alors que leur coéquipiers de la lutte libre prendront part à un camp d'entraînement en Ukraine (20 juin-19 juillet).

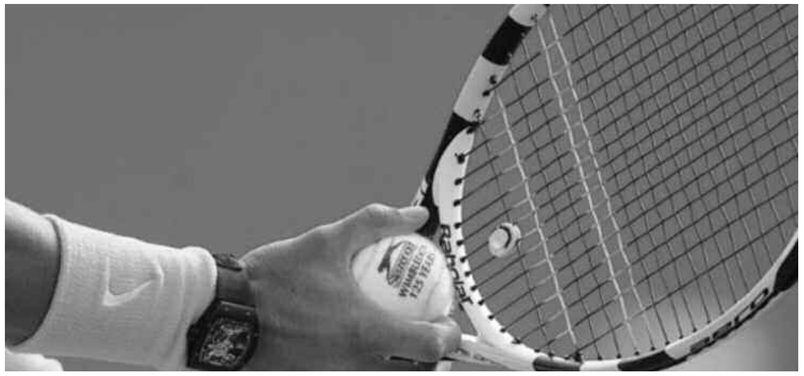
TENNIS/COUPE DAVIS : L'ALGÉRIEN HAKIM FATEH DÉSIGNÉ JUGE-ARBITRE ASSISTANT

L'ALGÉRIEN HAKIM FATEH, détenteur d'un Silver Badge, a été désigné comme juge-arbitre assistant à la Coupe Davis, groupe 3 (zone Europe), programmée du 14 au 19 juin à Laranca (Chypre), a annoncé dimanche la Fédération algérienne de tennis. Pour sa part, le Liechtenstein s'est retiré de la compétition. Pour rappel, Fateh Hakim, natif d'Oran, a déjà marqué sa présence plusieurs fois dans de grands évènements tennistiques, notamment la Coupe d'Afrique des nations et des tournois du Grand Chelem comme Roland-Garros (Paris - France) et Wimbledon (Londres - Angleterre).

TENNIS - COUPE BILLIE JEAN KING / ALGÉRIE :

Noujeim Hakimi (DEN) :»On s'attend à un niveau assez élevé»

Le Directeur des équipes nationales (DEN) de la Fédération algérienne de tennis (FAT), Noujeim Hakimi, a estimé que le niveau technique de la Coupe Billie Jean King (ex-Fed Cup), groupe 3 de la zone Europe-Afrique, à laquelle l'Algérie prendra part du 15 au 19 juin à Vilnius (Lituanie), sera «assez élevé». «Ce rendez-vous mondial regroupera 21 nations africaines et européennes.



J'estime que le niveau technique sera assez élevé dès la première journée. Plusieurs nations possèdent d'excellentes joueuses, mais les Algériennes vont se donner à fond pour sortir une belle prestation», a déclaré Noujeim Hakimi à l'APS. A Vilnius, les couleurs algériennes seront défendues par Ines Ibbou, Lynda
Benkaddour, Yasmine Boudjadi et Ines Bekrar, tandis qu'Abdelwakil Keciba assurera le capitanat d'équipe. Interrogé sur les objectifs de la sélection nationale en terre lituanienne, le DEN avoue la difficulté de la mission des Algériennes, sachant que le tirage au sort pourra faire basculer les choses dans les deux sens. «On espère avoir un tirage au sort favorable et pourquoi pas jouer les play-offs dès cette année en vue d'une accession au groupe 2. Certes, les filles manquent de compétitions et de matchs dans les jambes suite à l'arrêt total causé par le coronavirus. Elles ont eu la chance de prendre part à des tournois internationaux en Tunisie, mais ça reste insuffisant», a-t-il regretté. En vue de ce rendez-vous, l'instance fédérale a programmé un stage de préparation d'une semaine pour les joueuses sélectionnées, mais finalement, il s'est tenu en présence d'un seul élément. «Nous avons organisé un stage de préparation à Alger. Il était prévu que ce stage se déroule en présence des quatre athlètes, mais malheureusement il s'est tenu uniquement avec un seul nom, en l'occurrence Yasmine Boudjadi, à cause des restrictions et conditions sanitaires difficiles. Ines Ibbou se trouvait à Doha (Qatar), tandis que Lynda Benkaddour et Ines Bekrar étaient en Tunisie», a expliqué la FAT. Outre l'Algérie, 20 autres nations prendront part à ce rendez-vous, à savoir la Lituanie (pays hôte), l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, Chypre, le Ghana, l'Islande, l'Irlande, le Kenya, le Kosovo, Malte, le Monténégro, la Namibie, le Nigeria, la Macédoine du Nord, la Norvège, le Rwanda, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe. En revanche, sept nations se sont retirées de la compétition. Il s'agit du Botswana, du Congo, du Gabon, de Madagascar, de la Mauritanie, du Maroc et de l'Ouganda. Selon le règlement de la compétition, les pays participants seront répartis en cinq poules de quatre équipes et une poule de trois nations. Les vainqueurs de chaque poule joueront directement les play-offs pour déterminer les deux nations qui accéderont au groupe 2, zone Europe - Afrique en 2022.Le tirage au sort est programmé pour lundi, en présence des capitaines des
équipes engagées. La Coupe Billie Jean King, appelée Coupe de la Fédération jusqu'en 1994, puis Fed Cup jusqu'en septembre 2020, est un tournoi mondial de tennis féminin disputé par des équipes nationales. Il est considéré comme l'équivalent de la Coupe Davis chez les messieurs.

TENNIS / FINALE ROLAND-GARROS (2021) : DJOKOVIC RENVERSE TSITSIPAS 6-7 (6/8) ET S'OFFRE SON 19E TROPHÉE DU GRAND CHLEM

Trop fort l'ancien !

NOVAK DJOKOVIC a remporté son deuxième Roland-Garros et son 19e titre du Grand Chelem, dimanche aux dépens de Stefanos Tsitsipas 6-7 (6/8), 2-6, 6-3, 6-2, 6-4, et lancé un message fort aux jeunes qui veulent sa place comme aux anciens: qu'on l'aime ou pas, à 34 ans c'est actuellement lui le plus fort. Car avec ce nouveau sacre, après 2016, sur les terres de Rafael Nadal qu'il a éliminé en demi-finales, le Serbe est devenu le seul joueur de l'ère Open (depuis 1968) à avoir remporté au moins deux fois chacun des quatre tournois du Grand Chelem (9 titres en Australie, 2 à Roland Garros, 5 à Wimbledon et 3 à l'US Open). Et, déjà vainqueur de l'Open d'Australie cette année, il revient à une longueur du record de 20 titres majeurs codétenu par Nadal et Roger Federer. En attendant Wimbledon et l'US Open où il sera favori. «J'ai joué presque neuf heures au cours de ces dernières 48 heures contre deux grands champions. C'était vraiment dur physiquement et mentalement, mais j'ai fait confiance à mes capacités et je savais que j'en étais capable», a déclaré Djokovic après sa victoire finale en 4h11. Il est devenu également le seul joueur à avoir battu Nadal deux fois sur la terre battue parisienne. Le premier set contre Tsitsipas a été accroché, et au fur et à mesure que le deuxième se développait, on se demandait comment Djokovic pourrait revenir dans le match. Mais après la perte de la deuxième manche, il est sorti se changer. «J'avais une petite voix à l'intérieur qui me disait assez fort après la perte du deuxième set +c'est fini+. Et une seconde petite voix qui me disait +tu peux le faire+ et il fallait que cette seconde voix devienne la plus forte», a-t-il expliqué. «C'est un rêve qui se réalise encore une fois», a-t-il déclaré, juste avant de recevoir le trophée des mains de Björn Borg, le Suédois aux six titres sur la terre battue parisienne.Alors que Tsitsipas (22 ans) cédait, physiquement et mentalement, Djokovic a fait jouer son expérience: âgé de 34 ans, il a su garder les idées claires jusqu'au bout, sur un court Philippe-Chatrier rempli à un tiers (5.000 personnes) pour raisons sanitaires mais chauffé à blanc. Pour preuve ce passing court croisé sur Tsitsipas qui mettait la pression en montant au filet à 1-3 dans le 5e set. La balle de match remportée, Djokovic a d'abord affiché une joie intériorisée, bras levés vers le ciel, salut habituel aux quatre tribunes du court, avant de s'avancer vers son box où avaient pris place ses parents et son épouse, et de laisser éclater sa joie dans un hurlement extatique. Pendant ce temps, Tsitsipas était prostré, la tête sous une serviette. Puis peu après, il retenait ses larmes sur le podium, ayant entre les mains non pas la Coupe des Mousquetaires qu'il a un temps cru à sa portée, mais le plateau du finaliste. «Novak a démontré quel grand champion il était et j'espère qu'un jour j'aurai réussi la moitié de ce qu'il a réussi», a commenté le Grec après avoir joué sa première finale de Majeur. Désormais, il est dans la cour des grands. Djokovic, lui, dans celle des géants.

25e JOURNÉE DU CHAMPIONNAT DE LIGUE 1 :

La JSS rate le coche, la JSK peut nourrir des regrets, la JSMS file droit en enfer

La JS Saoura, deuxième au classement, a raté une belle occasion de réduire l'écart avec le leader, en s'inclinant dimanche en déplacement face au MC Alger (1-0), à l'occasion de la deuxième partie de la 25e journée du championnat de Ligue 1 de football. Le capitaine du «Doyen» Abderrahmane Hachoud, a surgi à la 18e minute de jeu pour offrir une précieuse victoire aux Algérois, et permettre ainsi au Mouloudia de mettre fin à une mauvaise série de six matchs sans victoire, toutes compétitions confondues.



Le club algérois se relance dans la course au podium, avec en sus un match en moins. La JSS, dont il s'agit du deuxième revers concédé après son élimination en 1/4 de finale de la Coupe de la Ligue face au NC Magra (2-1), compte désormais sept longueurs de retard sur le leader l'ES Sétif. A l'instar de la JSS, la JS Kabylie, fraîchement qualifiée pour la finale de la Coupe de la Ligue professionnelle, n'a pas su profiter de la réception de l'US Biskra pour rejoindre le MC Oran sur le podium, en concédant le point du match nul (1-1).L'USB, dirigée sur le banc par Azzedine Aït Djoudi, confirme son réveil en championnat, en enchaînant un cinquième match sans défaite, et s'éloigne davantage de la zone rouge. Dans la capitale du «Titteri», le NC Magra, auréolé de sa qualification en finale de la Coupe de la Ligue 1, aux dépens de l'USM Alger (2-1, a.p), a réalisé une belle opération en tenant en échec l'Olympique Médéa (0-0).Un point précieux pour la formation de Magra dans l'optique du maintien. En revanche, l'OM fait du surplace et aligne un quatrième match sans victoire, toutes compétitions confondues. En bas du tableau, la lanterne rouge la JSM Skikda continue de manger son pain noir, en concédant sa troisième défaite consécutive, cette fois-ci à domicile face au WA Tlemcen (1-2), un concurrent direct pour le maintien. De son côté, la formation tlemcenienne renoue avec la victoire après quatre défaites de rang concédées en championnat, mais surtout une élimination sans gloire en demi-finale de la Coupe de la Ligue professionnelle à Tizi-Ouzou face à la JS Kabylie (1-0) . En ouverture de cette 25e journée, jeudi, le leader l'ES Sétif, a confirmé ses ambitions pour le titre, en allant s'imposer en déplacement face au Paradou AC (3-0)alors que le trio du bas de tableau : le RC Relizane, l'USM Bel-Abbès et le CABB Arreridj, a relevé la tête, en l'emportant respectivement face au MC Oran (2-1), à l'ASO Chlef (2-1), et à l'AS Aïn M'lila (2-0) . Deux rencontres sont reportées : CS Constantine - CR Belouizdad, fixée au 23 juin, et NA Husseïn-Dey - USM Alger, dont la date reste à désigner. La LFP a reporté ces deux matchs en raison de la participation de cinq joueurs du CRB et trois de l'USMA au stage de l'équipe nationale A', composée de joueurs locaux, du 13 au 17 juin, ponctué par un match amical face au Liberia (A), jeudi au nouveau stade d'Oran.

RÉSULTATS PARTIELS ET CLASSEMENT :

Olympique Médéa - NC Magra	0-0
JSM Skikda - WA Tlemcen	1-2
MC Alger - JS Saoura	1-0
JS Kabylie - US Biskra	1-1
CA Bordj Bou Arréridj - AS Aïn M'lila	2-0
USM Bel-Abbès - ASO Chlef	2-1
Paradou AC - ES Sétif	0-3
RC Relizane - MC Oran	2-1

REPORTÉES :
CS Constantine - CR Belouizdad
NA Husseïn-Dey - USM Alger

Classement :	**Pts**	**J**
1). ES Sétif	53	25
2). JS Saoura	46	25
3). MC Oran	44	25
4). CR Belouizdad	43	23
5). JS Kabylie	42	24
6). USM Alger	39	24
—). MC Alger	39	24
8). O. Médéa	38	25
9). CS Constantine	36	24
10). Paradou AC	34	24
11). AS Aïn M'lila	31	25
12). US Biskra	28	25
13). ASO Chlef	27	25
14). RC Relizane	26	25
15). WA Tlemcen	24	25
—). NC Magra	24	25
17). NA Husseïn-Dey	21	24
—). USM Bel-Abbès	21	25
19). CABB Arréridj	17	25
—). JSM Skikda	17	25.

aMC Oran: L'entraîneur Madoui démissionne à nouveau

LA DIRECTION du MC Oran a annoncé dimanche soir le départ de son entraîneur Kheïreddine Madoui, quelques jours après avoir renoncé à sa première démission la semaine passée. Le club oranais a fait savoir, via sa page Facebook officielle, que les rênes techniques de l'équipe pensionnaire de la Ligue 1 de football sont confiées "provisoirement" au préparateur physique Abdellatif Bouazza. Le MCO, qui reste sur une défaite sur le terrain du RC Relizane (2-1) jeudi passé en championnat, quelques jours après une élimination à domicile en quarts de finale de la coupe de la Ligue, occupe provisoirement la troisième place au classement après 25 journées.

Ligue 1 (mise à jour) : Le match CS Constantine-CR Belouizdad fixé au 23 juin (LFP)

LE MATCH CS Constantine-CR Belouizdad, comptant pour la mise à jour de la 25e journée du championnat de Ligue 1 de football, se jouera le mercredi 23 juin, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP), dimanche sur son site officiel. Cette rencontre a été reportée en raison de la présence de cinq joueurs du CRB au stage de l'équipe nationale A', composée de joueurs locaux, du 13 au 17 juin, qui sera ponctué par un match amical face au Liberia, jeudi au nouveau stade d'Oran. La première partie des rencontres de la 25e journée s'est jouée jeudi dernier et a été marquée par la victoire nette et sans bavure du leader l'ES Sétif en déplacement face au Paradou AC (3-0).Quatre rencontres comptant pour cette même journée se jouent ce dimanche. Le derby NA Husseïn-Dey - USM Alger a été reporté à une date ultérieure en raison de la présence de trois joueurs usmistes au stage des locaux. Par ailleurs, la LFP a fixé aux 18 et 19 juin le déroulement de la 26e journée, qui sera tronquée de l'affiche entre l'USM Alger et la JS Kabylie, reportée à une date ultérieure en raison de l'engagement des "Canaris" en demi-finales de la Coupe de la Confédération. La JSK, seul représentant algérien encore en lice en compétition africaine, affrontera les Camerounais de Coton Sport. Le match aller se jouera en déplacement le 20 juin à Yaoundé, alors que la seconde manche est fixée au 27 juin au stade olympique du 5-Juillet (Alger).

EN A' : DÉBUT DU STAGE À SIDI MOUSSA

Les joueurs de l'équipe nationale A' (composée de joueurs évoluant en Algérie) sont arrivés au Centre Technique National de la FAF à Sidi Moussa pour préparer le match amical contre le Liberia jeudi au nouveau Stade Olympique d'Oran. Le staff technique, dirigé par Madjid Bougherra, a programmé une première séance d'entraînement avec les joueurs pour une première revue d'effectif. L'équipe aura trois autres sessions d'entraînement avant de se déplacer à Oran mercredi, un jour avant le match. Pour rappel, Bougherra a convoqué 23 joueurs pour ce stage, parmi eux six joueurs du leader du championnat l'Entente de Sétif, ainsi que le meilleur buteur du championnat Billel Messaoudi (JS Saoura).

EN A' : BELMADI ASSISTERA AU MATCH CONTRE LE LIBERIA

LE SÉLECTIONNEUR national Djamel Belmadi a indiqué hier, après le match amical disputé face à la Tunisie (2-0), qu'il restera en Algérie pour assister au match de l'équipe nationale A' face au Libéria, prévu, jeudi prochain au nouveau stade olympique d'Oran.Le coach national a indiqué qu'il va suivre le stage de l'équipe nationale des locaux qui débutera aujourd'hui et qui sera ponctué par une joute amicale jeudi prochain face au Liberia pour inaugurer le nouveau stade olympique d'Oran. « Je vais rester en Algérie pour assister au stage des locaux. Je serai présent avec mon ami Madjid (ndlr ; Bougherra) pour suivre de près les joueurs de notre championnat. Je suis très curieux et pressé à la fois pour assister à ce rassemblement et au match de jeudi face au Liberia pour pouvoir compter sur ces joueurs à l'avenir », fait savoir Belmadi.

RÉUNION DU BUREAU FÉDÉRAL: UNE PREMIÈRE POUR MME CHACHOUA FADILA

LES TRAVAUX du Bureau Fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF) ont démarré ce matin du lundi 14 juin 2021 au niveau du siège de Dely Ibrahim avec la présence, pour la première fois, de Mme CHACHOUA Fadila, nouvelle membre en remplacement de M. GHOUTI Mohamed qui s'est retiré lors de la dernière session, dans le cadre du respect de la mise en conformité de la réglementation en matière de cumul des fonctions. Pour rappel, Mme CHACHOUA est présidente de la Ligue de football de la wilaya de Boumerdès et élue en qualité de suppléante lors de l'Assemblée Générale Elective (AGE) de la FAF du 15 avril 2021.

EN U20 : MATCH NUL CONTRE LE NA HUSSEIN DEY

L'équipe nationale des moins de 20 ans a fait un match nul (4-4) contre l'équipe réserve (U21) du Nasr Hussein Dey dans un match amical disputé hier en préparation de la Coupe Arabe U20.Les buts de la sélection ont été inscrits par Samy Mahour (Genk), auteur d'un doublé, Younes Ait Amer (Bayern Munich) et Amine Saïd (FC Nantes). A noter que les joueurs expatriés ont rejoint le groupe hier pour ce dernier stage avant la Coupe Arabe.Pour rappel, la Coupe d'Arabe U20 commencera le 20 juin en Egypte. L'Algérie se trouve dans le Groupe A avec les hôtes l'Egypte, la Mauritanie et le Niger. Programme des Verts:
20 juin vs Mauritanie
23 juin vs Egypte
26 juin vs Niger

Chrome : Google met fin à l'expérience des noms de domaine simplifié



CERTAINS UTILISATEURS de Chrome disposaient de cette fonctionnalité, en test depuis l'été dernier.
Son objectif de sécurité n'étant pas rempli, Google ne la lancera finalement pas.Google a fait marche arrière et mis fin à son expérimentation consistant à n'afficher aux utilisateurs de Chrome que le nom de domaine du site sur lequel ils se trouvent.
Lancée en août, l'expérience a assigné des utilisateurs de manière aléatoire pour tester si elle pouvait aider les utilisateurs à repérer les sites de phishing.
« Supprimer l'expérience du domaine simplifié », a écrit Emily Stark, ingénieure chez Google, dans un commit Chromium. « Cette expérience n'a pas eu l'effet escompté sur les métriques de sécurité, donc nous n'allons pas la lancer. »

Autres nouveautés Chrome
A partir de Chrome 90, si l'utilisateur ne spécifie pas le protocole à utiliser pour accéder à un site, Chrome essaye d'abord d'utiliser HTTPS, avant de retomber sur HTTP. En début de semaine, Android Police a aussi découvert que Google avait supprimé son application de réalité augmentée Measure. Si vous accédez à la liste des applications sans être connecté à un compte sur lequel l'application est installée, vous obtenez une erreur "Introuvable", alors que les utilisateurs qui l'ont déjà installée peuvent continuer à la voir. « Cette application n'est plus prise en charge et ne sera pas mise à jour », indique la page.
« Les utilisateurs qui ont précédemment installé cette application peuvent continuer à l'utiliser sur les appareils compatibles. »

Ransomware : Un nouveau groupe du nom de Prometheus se vante d'avoir fait plus de 30 victimes à ce jour



Le ransomware Prometheus semble par ailleurs utiliser l'image de marque de REvil, afin de profiter de la notoriété d'un des plus célèbres et efficaces groupes de ransomware.

Le ransomware Prometheus est apparu pour la première fois en février de cette année. Non seulement les criminels à l'origine de cette opération chiffrent les réseaux et exigent une rançon pour la clé de déchiffrement, mais ils utilisent également une technique de double extorsion, menaçant de divulguer les données volées si la rançon demandée n'est pas payée.
L'analyse des chercheurs en cybersécurité de Palo Alto Networks montre que, comme de nombreuses opérations de ransomware en 2021, le groupe fonctionne comme une entreprise professionnelle, allant même jusqu'à qualifier les victimes de cyberattaques de « clients », et à communiquer avec elles via un système de tickets.

Plus de 30 victimes, mais seulement quatre ont payé la rançon
Les cybercriminels à l'origine de Prometheus affirment avoir touché plus de 30 victimes dans le monde jusqu'à présent, notamment des organisations en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Parmi les secteurs que Prometheus prétend avoir touchés figurent les administrations publiques, les services financiers, l'industrie, la logistique, le conseil, l'agriculture, les services de santé, l'assurance, l'énergie et le droit.
Toutefois, selon Palo Alto, le "leak site" du groupe affiche que seules quatre victimes ont payé à ce jour : une entreprise agricole péruvienne, un fournisseur de services de santé brésilien et des organisations de transport et de logistique en Autriche et à Singapour, selon Palo Alto.
L'une des caractéristiques de Prometheus est d'utiliser la marque d'un autre groupe de ransomware dans son infrastructure, se présentant comme le "Group of REvil", sur la note de rançon comme sur ses plateformes de communication.

Prometheus utiliserait la "marque" REvil
REvil est l'une des opérations de ransomware les plus tristement célèbres et les plus couronnées de succès, qui a fait une série de victimes de premier plan. Le FBI a récemment attribué l'attaque par ransomware contre le transformateur de viande JBS à ce groupe, qui opérerait depuis la Russie.
Cependant, malgré l'utilisation du nom de REvil, il ne semble pas y avoir de lien entre les deux opérations.
Il est en fait probable que Prometheus tente d'utiliser le nom d'une opération criminelle établie afin d'augmenter ses chances que les victimes paient la rançon.
« Comme il n'y a pas de lien solide autre que la référence du nom, notre théorie est qu'ils utilisent le nom de REvil pour augmenter leurs chances d'obtenir un paiement.
Si vous faites une recherche sur REvil, les titres vont parler d'eux-mêmes, alors qu'une recherche sur le ransomware Prometheus n'aurait probablement rien donné de majeur », explique Doel Santos, analyste des renseignements sur les menaces à l'unité 42 de Palo Alto Networks.

Des liens entre Thanos et Prometheus
Les chercheurs notent par contre que l'opération a des liens étroits avec le ransomware Thanos, apparu pour la première fois en vente sur des forums clandestins au premier semestre 2020. Son comportement et son infrastructure sont presque identiques à ceux de Prometheus, ce qui pourrait suggérer que Thanos et Prometheus sont gérés par le même groupe de criminels.
Si les chercheurs n'ont pas été en mesure d'identifier la méthode exacte par laquelle Prometheus est transmis aux victimes, on sait que Thanos est distribué en achetant l'accès à des réseaux qui ont été précédemment compromis par des malwares, par des attaques par force brute contre des mots de passe couramment utilisés et par des attaques de phishing.
Après avoir compromis les

victimes avec un ransomware, Prometheus adapte la rançon en fonction de la cible, avec des demandes allant de 6 000 à 100 000 dollars. Le montant est doublé si la victime ne paie pas dans la semaine.
La rançon est demandée en Monero, car les transactions ont moins de chances d'être détectées, ou les biens saisis par les forces de l'ordre, qu'en bitcoin.

L'authentification multifactorielle comme bouclier
Le groupe semble être toujours actif et il devrait continuer tant que ses attaques resteront rentables.
« Tant que Prometheus continuera à cibler des organisations vulnérables, il continuera à mener des campagnes », indique Doel Santos.
« A l'avenir, le groupe devrait ajouter de nouvelles victimes à son leak site, et modifier ses techniques si nécessaire », ajoute-t-il.
Prometheus, comme d'autres groupes de ransomware, s'appuie sur la violation de comptes d'utilisateurs pour s'implanter sur les réseaux.
Ainsi, le meilleur moyen pour s'en protéger, notamment pour les organisations, est d'utiliser l'authentification multifactorielle.

Business : - Ledger

Ledger lève 380 millions de dollars

La société française de matériel sécurisé dédié aux cryptomonnaies annonce une nouvelle levée de fonds de 380 millions de dollars, auprès de plusieurs investisseurs privés.

Si le cours des cryptomonnaies n'est pas au beau fixe ces dernières semaines, cela n'arrête pas Ledger. La société française, spécialisée dans la conception et la fabrication de porte-monnaies sécurisés pour les cryptomonnaies, annonce aujourd'hui avoir procédé à une nouvelle levée de fonds de 380 millions de dollars, portant la valorisation totale de l'entreprise à 1,5 milliards de dollars.
Cette levée de fonds en série C rassemble plusieurs investisseurs privés, menés par 10T Holdings. La société a pu compter sur le soutien renouvelé d'acteurs ayant participé aux précédentes levées de fonds de la société, ainsi que de nouveaux participants. Parmi les nouveaux soutiens de Ledger, on trouve des acteurs français comme Financière Agache, appartenant à Bernard Arnault.

Une marque reconnue
L'objectif affiché pour cette levée de fonds est de permettre de proposer de nouveaux produits, de développer la solution Ledger live afin d'intégrer de nouvelles fonctionnalités liées à la finance décentralisée, de développer les partenariats et l'intégration de services tiers dans le cadre du développement d'un système d'exploitation maison et propriétaire. Enfin, Ledger souhaite renforcer les capacités de la division Ledger Enterprise Solution, qui vise à proposer des offres et services à destination des entreprises qui souhaitent se lancer sur le secteur des cryptomonnaies.
Ledger profite de l'engouement actuel pour les cryptomonnaies et entend se positionner en tant qu'acteur incontournable du secteur, en proposant des solutions sécurisées de stockage et d'échange d'actifs numériques.



« Pour l'avenir, nous nous considérons comme la passerelle sécurisée vers cet écosystème en pleine croissance » résume Pascal Gauthier, PDG de Ledger.
L'entreprise française, fondée en 2014, s'est installée comme une marque reconnue en la matière au cours des années, et a vendu plus de trois millions de ses porte-monnaies numériques. Cela ne l'a pas empêché d'avoir à subir aussi des attaques informatiques et de devoir aujourd'hui faire face à leurs conséquences : si la sécurité des appareils vendus par Ledger n'a pas été remise en question, la société a été victime d'une fuite de données en 2020, ayant conduit à la diffusion de données de sa base clients. Une seconde fuite de données, affectant des informations sensiblement similaires à la première, avait été déclarée au mois de décembre 2020.
Les données concernées étaient principalement des données personnelles et des informations de contacts de clients ayant acheté un produit Ledger. Elles ont été exploitées dans le cadre d'attaque de phishing visant à soutirer aux clients de la société des informations confidentielles. Sur son site, Ledger alerte ses clients sur les risques d'attaques de ce type et annonce avoir mis hors service 392 sites de phishing se faisant passer pour Ledger afin de soutirer des mots de passe et phrase de récupération utilisés pour accéder aux cryptomonnaies stockées sur les appareils de Ledger.



Le Tinder du futur? Une intelligence artificielle discerne quel visage attire le plus un individu

Des chercheurs scandinaves ont développé un programme d'intelligence artificielle capable de comprendre et de prédire quels visages charment le plus un être humain en analysant ses réponses cérébrales.

Des chercheurs des universités d'Helsinki et de Copenhague ont créé un programme capable d'identifier les traits du visage qu'un individu considère comme attrayants, et de générer des portraits en conséquence.
Leurs travaux ont été publiés dans la revue IEEE Transactions on Affective Computing.
Pour leur expérience, les scientifiques ont couplé un système d'électroencéphalographie (EEG), qui mesure l'activité du cerveau et catalogue les visages attrayants, avec un réseau adverse génératif (GAN) créant des centaines de portraits artificiels.
Trente volontaires ont ainsi visionné des séries de visages générés artificiellement, créés à partir d'une base de 200.000 images de célébrités. Leurs réponses cérébrales ont été enregistrées.

«Cela fonctionnait un peu comme l'application de rencontres Tinder: les participants faisaient un "glisser à droite" lorsqu'ils tombaient sur un visage attrayant. Ici, cependant, ils n'avaient rien d'autre à faire que de regarder les images. Nous avons mesuré leur réponse cérébrale immédiate à ces images», explique dans un communiqué Michiel Spapé de l'université d'Helsinki.
Le système a ainsi appris les préférences des candidats, puis a tenté de générer une image unique, cette fois-ci personnalisée, en fonction de leurs goûts.

80% de réussite
Après une procédure de vérification en double-aveugle, l'image créée correspondait aux préférences du sujet à 80%, rapporte les scientifiques.
Les chercheurs espèrent que leurs travaux permettront à l'intelligence artificielle de mieux comprendre les préférences subjectives des humains. Ils estiment que leurs résultats pourraient aussi ouvrir des perspectives pour d'autres activités cognitives.
«Si c'est possible pour quelque chose d'aussi personnel et subjectif que l'attractivité, nous pouvons également être en mesure d'examiner d'autres fonctions cognitives comme la perception et la prise de décision», déclare ainsi Michiel Spapé dans le communiqué de l'université d'Helsinki.



Facebook prépare une montre connectée

L'ÉCOSYSTÈME MATÉRIEL de Facebook va s'agrandir dans les mois qui viennent. Après les casques VR, les cadres photo numériques, et en attendant les lunettes intelligentes, le réseau social travaille sur sa première montre connectée. Elle devrait sortir en 2022.
Après les cadres photo intelligents (Portal), puis les casques de réalité virtuelle (Oculus), Facebook va agrandir son département matériel avec le lancement de sa propre montre connectée. Selon The Information, elle fonctionnera sous Android, et il faut sans doute comprendre qu'elle utilisera Wear OS, le système d'exploitation de Google pour les montres intelligentes.
À moins que Facebook ne développe son propre système d'exploitation, basé sur Android, et que l'on pourrait donc retrouver dans cette montre, mais aussi dans Portal et Oculus.
Depuis plus d'un an, il se murmure que le réseau social développe son propre système d'exploitation. Nom de code : Eye OS.
D'abord les lunettes, puis la montre
Sur un marché déjà saturé où Apple règne en maître avec son Apple Watch, Facebook viserait une sortie pour 2022 et, pour se différencier de la concurrence, Mark Zuckerberg miserait essentiellement sur la messagerie et la santé. Il ne faudrait pas s'attendre à une montre conçue pour le sport, mais plutôt à un compagnon du quotidien pour ses exercices de fitness et surtout pour rester en contact avec ses amis et ses contacts, via Messenger. Puisque Instagram et WhatsApp appartiennent aussi à Facebook, il faut s'attendre à ce que la montre soit optimisée pour ces réseaux sociaux.
Avant l'arrivée de cette montre, on devrait voir débarquer les premières lunettes intelligentes de Facebook. Pour la partie design et optique, l'entreprise s'est associée à Ray-Ban, et cette monture est déjà testée en interne.
Elle sera équipée de puces Bluetooth, Wi-Fi et GPS, d'un capteur photo-vidéo et d'une batterie.
On imagine qu'il sera alors possible de lier les lunettes et la future montre connectée. Ce qui permettrait à Facebook de prendre de l'avance sur toute la concurrence.

La fibre optique pourrait écrire une nouvelle page de l'informatique quantique

DE NOUVELLES RECHERCHES suggèrent que la fibre optique pourrait constituer la clé de l'accélération du développement d'ordinateurs quantiques à grande échelle.
Bien que l'informatique quantique représente l'avenir, l'utilité de la plupart des ordinateurs quantiques est encore considérablement limitée par le faible nombre de qubits que le matériel peut supporter. Pourtant, de simples câbles en fibre optique - comme ceux utilisés pour les connexions à large bande - pourraient bien s'imposer comme la solution pour rattraper ce retard à l'allumage.
Une équipe de chercheurs britanniques vient ainsi de découvrir que, moyennant quelques modifications, la fibre optique peut être utilisée pour communiquer avec les qubits qui se trouvent dans les ordinateurs quantiques supraconducteurs, avec le même niveau de précision que les méthodes existantes. Contrairement aux fils métalliques actuellement utilisés, il est facile de multiplier le nombre de fibres optiques dans un seul dispositif, ce qui signifie qu'il est possible de communiquer avec davantage de qubits.
Selon les chercheurs à l'origine de cette découverte, ces résultats ouvrent la voie à l'intégration d'un million de qubits dans un ordinateur quantique. La plupart des dispositifs en supportent actuellement moins d'une centaine.

A la recherche du meilleur conducteur
Les ordinateurs quantiques supraconducteurs, tels que ceux qu'IBM et Google sont en train de construire, nécessitent que les qubits soient placés sur un processeur quantique refroidi à une température de 15 milikelvins - une température plus froide que celle qu'on relève dans l'espace - afin de protéger l'état quantique extrêmement fragile des particules.

Que ce soit pour contrôler les qubits ou pour les mesurer, les chercheurs doivent d'abord communiquer avec le processeur. Cela signifie qu'une ligne de connexion doit être établie entre l'électronique à température ambiante et l'environnement cryogénique du circuit quantique. En général, les scientifiques utilisent des impulsions micro-ondes pour communiquer avec les qubits. Avec des fréquences et des durées différentes, les impulsions peuvent influencer l'état du qubit ; les chercheurs peuvent également examiner l'amplitude du signal micro-ondes réfléchi pour "lire" des informations basées sur le qubit. Les impulsions micro-ondes sont normalement envoyées aux qubits ultrafroids par des câbles métalliques coaxiaux. Ce qui pose un problème pratique : des jeux de câbles métalliques peuvent être utilisés pour connecter jusqu'à 1 000 qubits, après quoi il devient physiquement impossible de construire davantage de câblages dans un seul système. Ce qui n'empêche pas les entreprises d'être ambitieuses.

La réponse se trouve dans la fibre
John Teufel, un chercheur du NIST qui a travaillé sur les dernières recherches de l'institut, explique que les câbles métalliques coaxiaux ne suffiront plus longtemps. "Toutes les entreprises qui poursuivent des efforts en matière d'informatique quantique sont bien conscientes que de nouvelles percées seront nécessaires pour atteindre leur objectif ultime", relève ce dernier. Pour résoudre ce problème, les chercheurs ont choisi de remplacer les câbles métalliques par une technologie de fibre optique familière qui, à partir d'un noyau en verre ou en plastique, était censée transporter un grand volume de signaux vers les qubits sans conduire la chaleur. À l'aide d'une technologie conventionnelle, les chercheurs ont converti des impulsions micro-ondes en signaux lumineux qui peuvent être transportés par les câbles optiques. Une fois que les particules de lumière atteignent le processeur quantique, elles sont reconverties en micro-ondes par des photodétecteurs cryogéniques, puis transmises au qubit. La fibre optique a été utilisée à la fois pour contrôler et mesurer les qubits, avec des résultats prometteurs : la nouvelle configuration a permis d'obtenir un rendu précis de l'état du qubit 98 % du temps, soit la même précision que celle obtenue avec des lignes coaxiales ordinaires.

Des résultats prometteurs
Les chercheurs à l'origine de cette découverte envisagent maintenant un processeur quantique dans lequel la lumière dans les fibres optiques transmet un signal vers et depuis le qubit, chaque qubit parlant à un fil.

Le pont-canal de Magdebourg permet le passage de bateaux au-dessus d'un autre fleuve !



Le pont-canal de Magdebourg, qui se situe en Allemagne, est le plus long (918 mètres), le plus impressionnant et le plus célèbre au monde.
En effet, Ce pont-canal a été inauguré en Octobre 2003 pour permettre le passage du Mittelandkanal au-dessus du fleuve d'Elbe. Plus impressionnant encore, il permet le passage de bateaux au-dessus de l'Elbe.
L'ouverture de ce pont-canal géant a offert à l'Allemagne le plus grand réseau de transport fluvial d'Europe.

Il y a un gratte-ciel à New York sans aucune fenêtre !



Situé à 33 Thomas Street à Manhattan, New York, l'AT&T Long Lines Building est un grand gratte-ciel de 167.5 mètres de hauteur.Construit en 1974, ce bâtiment est un exemple extrême de l'architecture brutaliste, en effet, il ne possède aucune fenêtre avec une façade entièrement construite de béton recouvert de granite. Ce gratte-ciel a été conçu ainsi pour protéger les commutateurs téléphoniques qu'il abrite.

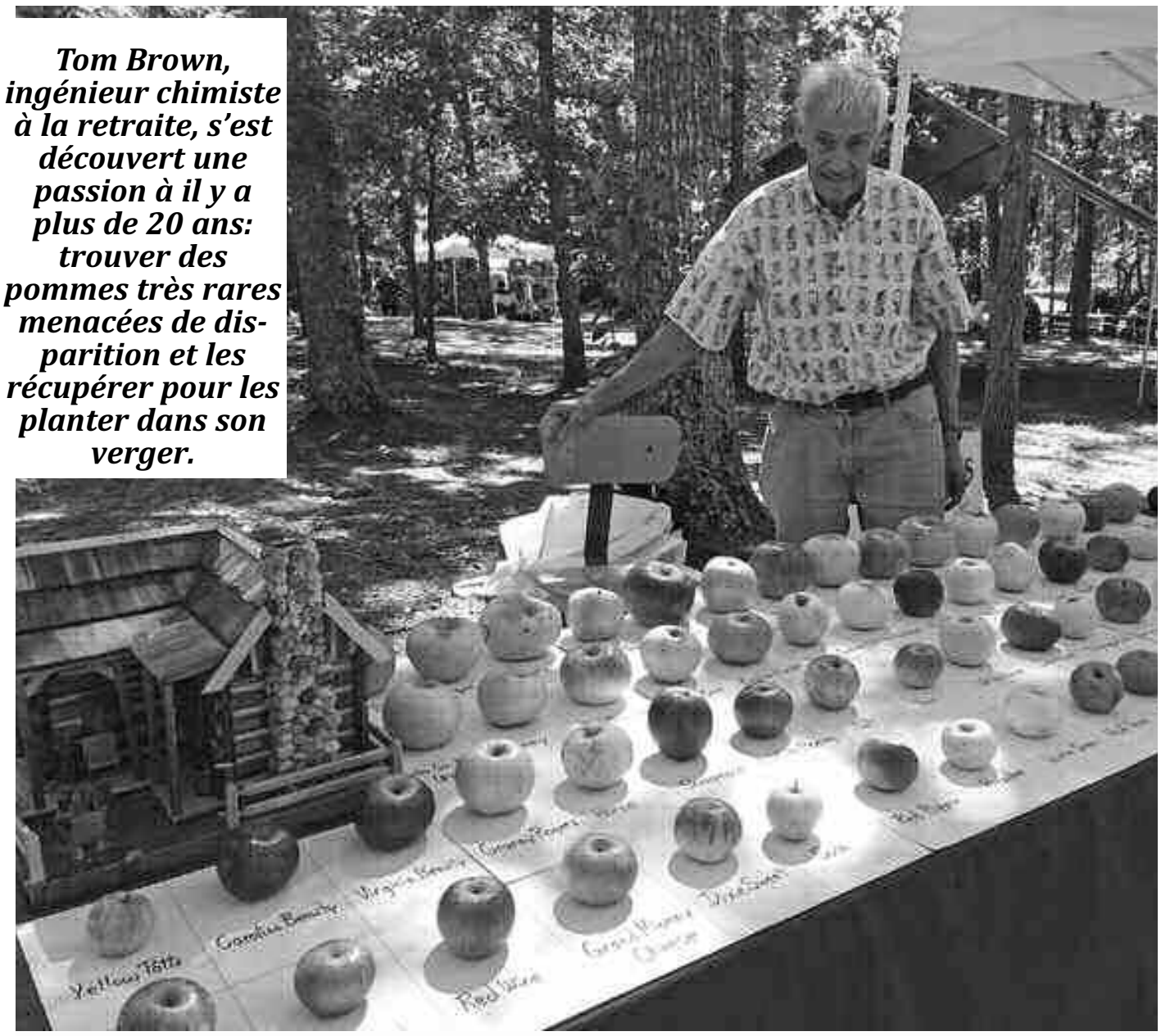
LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant

Des fans d'Assassin's Creed réalisent des sauts incroyables depuis un château



UN GROUPE de casse-cous s'est inspiré du jeu vidéo "Assassin's Creed" pour réaliser des sauts incroyables depuis un château situé à Loška Dolina, en Slovénie.

Tom Brown, ingénieur chimiste à la retraite, s'est découvert une passion à il y a plus de 20 ans: trouver des pommes très rares menacées de disparition et les récupérer pour les planter dans son verger.



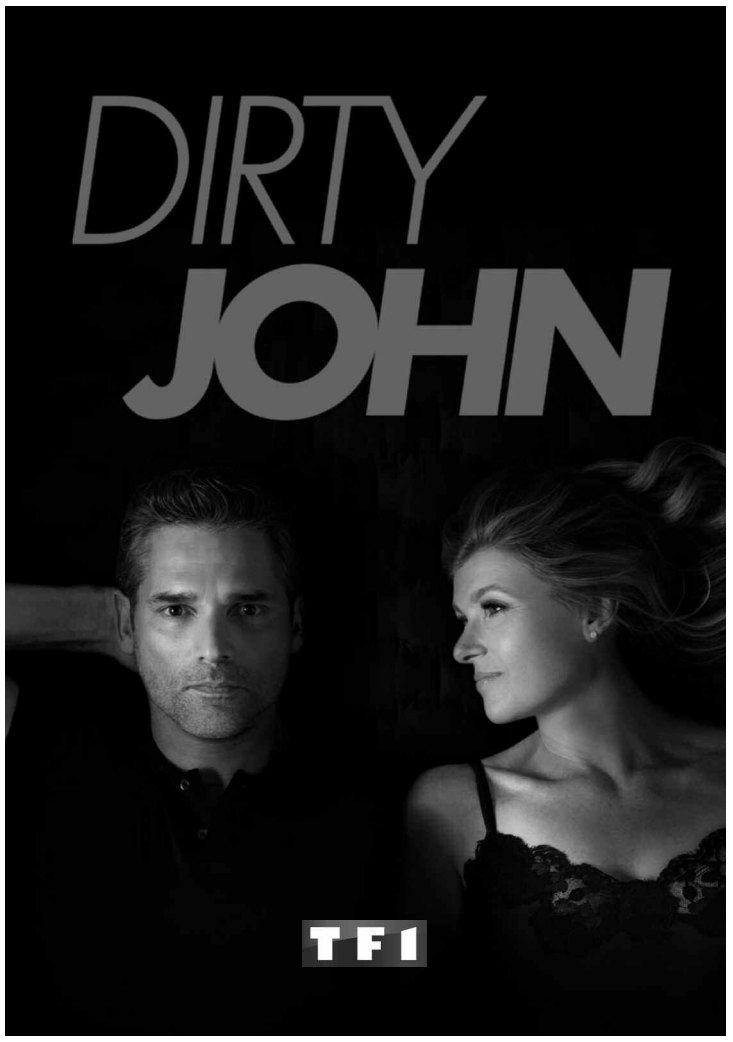
L'incroyable histoire de Tom Brown: le retraité qui possède 1200 variétés de pommes

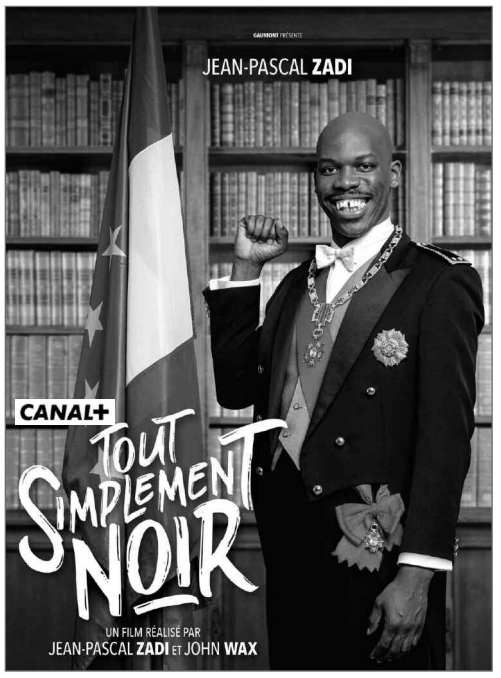
Actuellement, Tom Brown possède plus de 1200 pommes dont 700 variétés rares. Cela fait maintenant 25 ans, qu'il est devenu chasseur de pommes professionnel. Fort de ses trouvailles, il possède un verger avec de très vieux pommiers chez lui, à Clemmons, en Caroline du Nord. La plupart n'ont pas été vendues dans le commerce depuis un siècle ou plus et certaines ont été clonées à partir des derniers arbres connus de leur espèce. Ses recherches sont surtout centrées sur les pommes dites ancestrales.

Une passion qui est venue par hasard
Ironiquement, Tom Brown ne savait pas ce qu'était une pomme ancestrale jusqu'à ce qu'il tombe par hasard sur l'un d'entre elles dans un marché agricole historique en 1998.
L'enthousiasme de Brown a conduit à une conversation avec le vendeur, le regretté Maurice Marshall, arboriculteur. Les variétés de pommes qu'il vendait avaient été standardisées dans les années 1700 et 1800, et avaient disparu de la circulation commerciale en 1950. Marshall avait obtenu la plupart des greffons de ces variétés auprès de vieux propriétaires de montagne. Mais deux ou trois variétés provenaient de boutures prises lors d'expéditions de chasse aux pommes sur les ruines d'anciens vergers.
"Cette partie est restée gravée dans ma mémoire", dit Brown. Je n'arrêtais pas de penser : "Ce serait génial de trouver une pomme que personne n'a goûtée depuis 50 ou 100 ans".
Un travail de détective lui a permis de localiser le verger rural, qui a fermé en 1859. Il a ensuite fait appel à un facteur local comme guide. Les deux hommes ont passé des jours à faire du porte-à-porte et à demander des renseignements sur les vieux pommiers. Finalement, une femme âgée les a conduits aux vestiges d'un verger de montagne qui avait été englouti par la forêt depuis longtemps.
Tom Brown y est retourné pendant la saison des fruits et a utilisé les archives historiques pour identifier un seul arbre noueux de Junaluska.
Il a coupé des greffons pour son nouveau verger de conservation et a entrepris de réintroduire la pomme dans le monde.

Sur les traces des pommes oubliées et des ancêtres
Maurice Marshall a présenté Brown à un réseau de petits vergers ancestraux vieillissants grâce auxquels il a appris les bases de l'identification, du clonage, de la greffe et de l'entretien des arbres. Il a alors dressé une liste des variétés de pommes perdues, sur laquelle figurait les caractéristiques, les anciens lieux de culture et les rumeurs sur les endroits où les arbres existent encore.
Ses contacts avec les sociétés historiques régionales lui ont permis d'obtenir de vieilles cartes de vergers, des bulletins d'associations d'arboriculteurs fruitiers et les noms d'anciens propriétaires et travailleurs. Des historiens de la pomologie ont aidé M. Brown à retrouver d'anciens catalogues de vergers contenant des dessins et des descriptions de milliers de variétés disparues.
"Sauver une pomme du bord de l'extinction est un sentiment miraculeux", dit Brown.
"C'est incroyablement gratifiant - et incroyablement addictif !".

Il possède aujourd'hui un verger impressionnant
Aujourd'hui, son verger est rempli de clones d'arbres récupérés en Géorgie, en Caroline du Sud, en Caroline du Nord, au Kentucky, au Tennessee, en Virginie, en Virginie occidentale, au Maryland et en Pennsylvanie.
Il partage son temps entre la chasse aux pommes, l'entretien des arbres, le don de bois de greffe à des vergers ancestraux à but non lucratif et la vente d'environ 1000 jeunes arbres par an.
Le travail du retraité est loin d'être terminé puisque, selon lui, beaucoup de variétés doivent encore être sauvées.
Et elles sont de plus en plus difficiles à trouver.
"Il me faut probablement 20 à 30 fois plus de travail et beaucoup plus de kilomètres pour trouver un nouvel arbre", a déclaré Tom Brown.
Finalement, Tom Brown en est venu à considérer la restauration des pommes ancestrales des Appalaches comme le "véritable travail de sa vie". Il espère retrouver une centaine d'autres variétés ou plus au cours de sa vie.

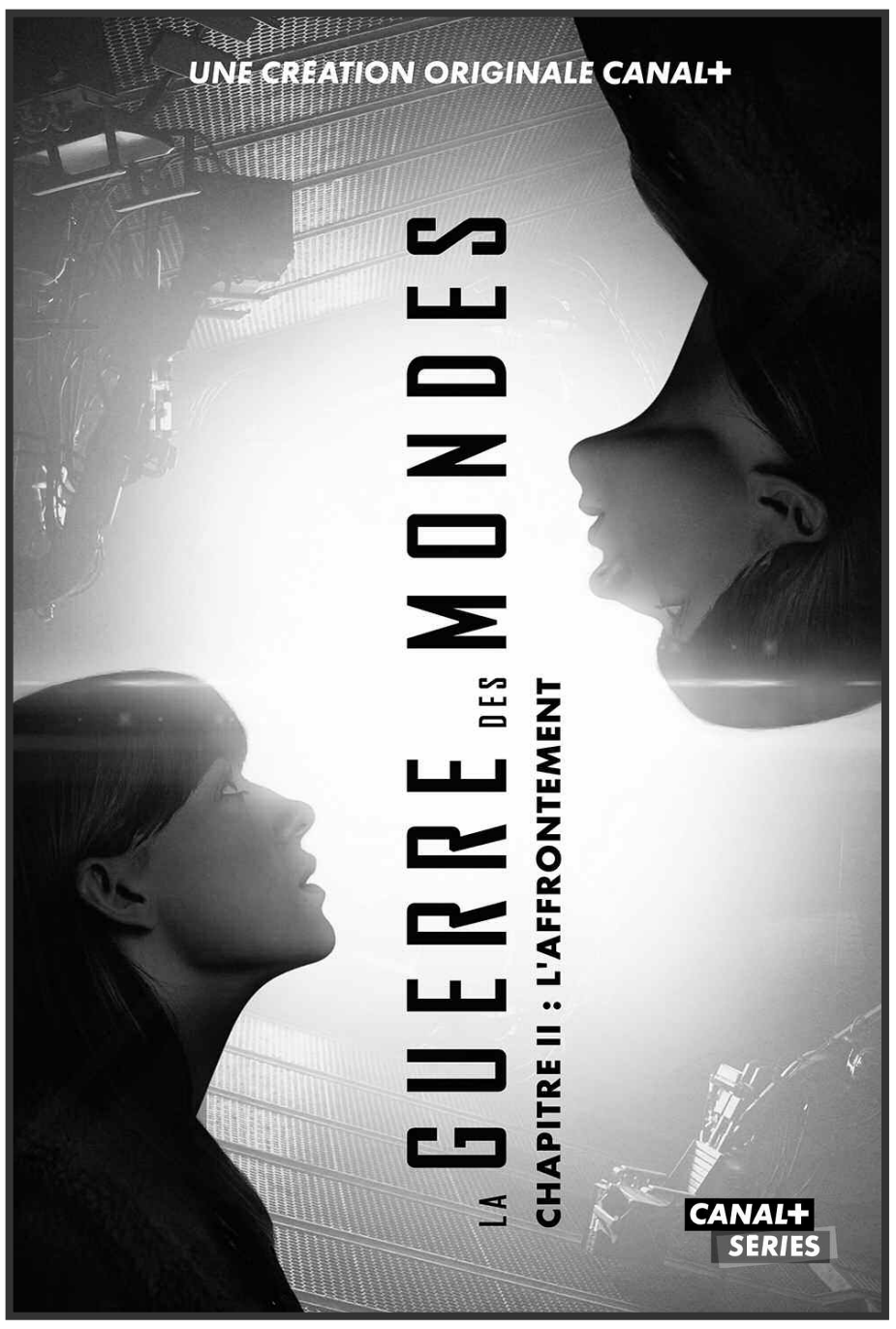












EUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h05 **Série de suspense 2018 - Etats-Unis** TF1
Dirty John

21h05 **Cinéma - Comédie** France 2
LOL (Laughing Out Loud)

20h59 **Football / Euro** M6
Saison 2020: France / Allemagne

21h00 **Cinéma - Comédie - 2020** CANAL+
Tout simplement noir

21h05 **Magazine de reportages** W9
Saison 1: traitements de choc Made in USA
Etat de choc

20h50 **Cinéma - Film fantastique** CINE + FRISSON
Etats-Unis - Allemagne - 2005
Constantine

21h05 **Cinéma - Film d'aventures** 6ter
France - Belgique - Inde - 2018
L'extraordinaire voyage du fakir

20h55 **Cinéma - Comédie policière** CINE + PREMIER
Ocean's Twelve

21h15 **Culture Infos - Société** C8
vivre heureux sans se cacher !

21h00 **Cinéma - Thriller - 2020** CINE CINEMA
Alone

20h50 **Cinéma - Film d'animation** CANAL+ family
Etats-Unis - 2012
Les cinq légendes

20h35 **Magazine de société** TMC
90' Enquêtes

21h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série policière (2021 - Etats-Unis)
Saison 4 - Épisode 7: Through a Glass, Darkly

Snowfall

Cissy participe activement au trafic mis en place par Franklin. Ce dernier constate que les différents gangs n'apprécient pas l'ampleur prise par leur affaire. Par ailleurs, les brigades spécialisées de la police commencent à infiltrer les réseaux des trafiquants en vue de les démanteler rapidement.

22h40

Série fantastique
(2021 - Grande-Bretagne - France - Etats-Unis)
Saison 2 - Épisode 7

La guerre des mondes

Emily laisse Bill tester le virus sur elle, mais subit bientôt de graves effets secondaires. Catherine, Sophia et Nathan repartent à la recherche de Bill.

HORAIRES DES PRIÈRES

ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
03:17	12:30	16:22	19:54	21:35	03:25	12:35	16:25	19:58	21:37	03:37	12:49	16:40	20:13	21:53	03:53	12:40	16:20	19:51	21:20	03:47	12:56	16:46	20:18	21:57	03:54	13:01	16:50	20:22	22:00	03:58	13:04	16:53	20:25	22:02

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7018 – MARDI 15 JUIN 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	31°	20°
Oran	28°	19°
Constantine	36°	16°
Ouargla	42°	28°

UNION POUR LA MÉDITERRANÉE

Adoption de la Troisième déclaration pour relever les défis énergétiques

La Conférence ministérielle de l'Union pour la Méditerranée (UpM) a approuvé hier la 3e Déclaration sur l'Energie, avec la participation du ministre de l'Energie et des mines, Mohamed Arkab.



Tous les Etats membres de l'UpM ont convenu, à travers cette Déclaration conjointe, d'unir leurs efforts pour relever les défis énergétiques de la région et pour promouvoir une reprise durable et inclusive suite à la pandémie de Covid-19.

Adoptée par les ministres participant à cette conférence tenue par visio-conférence, cette nouvelle Déclaration, comprend la mise en place de plans d'action concrets grâce aux trois plateformes énergétiques de l'UpM, servant de forums de dialogue entre les parties prenantes et les organisations concernées de toute la région.

Elle entend également renforcer la volonté de la région à contribuer à une transition énergétique verte, juste et équitable et à exploiter toutes les opportunités existantes, conformément aux objectifs climatiques.

Selon les ministres, d'autres priorités pour la région ont été soulignées dans la Déclaration, notamment l'intégration progressive des systèmes et des marchés énergétiques, tout en garantissant la sécurité de la demande et de l'approvisionnement énergétiques.

Il s'agit également du renforcement des interconnexions électriques et des réseaux électriques intelligents, une promotion ambitieuse de l'efficacité énergétique et la nécessité de prendre des mesures appropriées pour attirer les investissements privés pour des projets dans les énergies renouvelables durables et l'efficacité énergétique

De plus, la Déclaration évoque le rôle de la recherche et du développement, de l'innovation et de la digitalisation pour soutenir la transition vers des économies et des sociétés justes, inclusives, résilientes et à faibles émissions ainsi que des économies et des sociétés économes en ressources.

La Déclaration renforce également son soutien aux plateformes énergétiques de l'UpM, le principal forum de dialogue dans la région et appel à élaborer une feuille de route stratégique d'actions, avec des activités concrètes pour mettre en œuvre ces objectifs à savoir la plateforme régionale de l'UpM sur le marché de l'électricité, la plateforme de l'UpM sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et la plateforme de l'UpM sur le gaz.

Dans son intervention, Kadri Simson, commissaire à l'Energie de l'UpM, a estimé que»la Déclaration adoptée envoie un signal fort et montre la volonté de la région d'œuvrer ensemble pour une transition énergétique propre».

M. Simson a indiqué que pour limiter le réchauffement climatique, les pays doivent de»toute urgence» être plus économes en énergie, tout en augmentant l'utilisation d'énergies propres dans tous les secteurs, y compris les transports, l'industrie, le chauffage et le refroidissement.

«Nous sommes à un moment charnière de notre lutte contre la crise climatique.

Sans changement de politique, la région méditerranéenne sera de 2,2 degrés plus chaude d'ici 2040, qu'elle ne l'est aujourd'hui», a-t-il alerté.

Pour sa part, le secrétaire général de l'UpM, Nasser Kamel, a affirmé que»l'UpM est parfaitement consciente des défis énergétiques urgents auxquels la Méditerranée est confrontée aujourd'hui et du besoin immédiat d'intensifier la coopération et la collaboration régionales pour les relever».

«Aujourd'hui, les pays de l'UpM ont réaffirmé leur objectif commun et leur engagement partagé à faire avancer une transition juste et durable, vers des économies et des sociétés circulaires, à faibles émissions, inclusives et résilientes», a-t-il souligné.

M. D.

CHINE

Une nouvelle loi pour contrer les sanctions étrangères

LE PARLEMENT chinois a adopté jeudi une loi pour contrer les sanctions étrangères, dans un contexte de pression croissante des États-Unis et de leurs alliés vis-à-vis de Pékin, ont rapporté jeudi les médias d'État.

Un nouvel outil qui s'ajoute à l'arsenal juridique contre l'ingérence et la juridiction au bras long et qui doit permettre à la Chine de mieux sauvegarder sa souveraineté, sa sécurité et ses intérêts, ainsi de contribuer à la justice sur le plan international.

Depuis un certain temps, certains pays occidentaux se sont servis des questions relatives au Xinjiang et à Hong Kong pour attaquer la Chine. Ces pays se sont basés sur leurs lois nationales pour imposer des sanctions à des organisations et citoyens chinois. Leur pratique de la juridiction au bras long constitue une rude ingérence dans les affaires intérieures de Chine et un choc brusque contre le système international ayant comme noyau les Nations Unies.

Comme son nom l'indique, la Loi contre les sanctions étrangères est un dispositif de riposte : la Chine n'a point l'intention d'attaquer qui que ce soit, mais elle est prête à répondre à tout acte provocateur. Cette loi arrête le cadre juridique dans lequel le gouvernement chinois résistera aux pressions venant des Etats-Unis et leurs alliés, a commenté le journal russe l'Indépendance.

On peut dire que la Chine s'est inspirée des lois similaires d'autres pays. The Blocking Statue adopté en 1996 par l'Union européenne en est un exemple : l'Europe avait besoin de répondre aux sanctions américaines. Selon cette loi, si une entreprise de l'UE subit les conséquences des sanctions imposées par Washington à un pays tiers, cette entreprise n'est pas tenue d'observer les clauses de sanctions et a le droit de réclamer des dédommagements. La Russie a également adopté une loi contre les sanctions étrangères en juin 2018.

Il faut encore noter que les contre-mesures prises par la Chine visent les entités et individus qui s'ingèrent dans les affaires intérieures de la Chine, stigmatisent et attaquent la Chine. Les institutions et personnes exerçant légalement ne verront pas leurs intérêts impactés. La Chine est ferme à poursuivre la réforme et l'ouverture et à développer un environnement d'affaires international, régi par la loi et où le marché joue un rôle majeur.

L'administration du président américain Joe Biden a élargi la semaine dernière une liste noire d'entreprises étrangères dans lesquelles les Américains n'ont pas le droit d'investir au nom de la sécurité nationale. Cinquante-neuf entreprises chinoises, accusées de soutenir les activités militaires de Pékin, y figurent désormais contre 31 auparavant. La Chine avait déploré l'initiative et promis de prendre des mesures pour»défendre» ses entreprises.

De notre correspondante à Pékin,
Ma Xinxin

BORDJ BADJI MOKHTAR

Reddition d'un terroriste aux autorités militaires

UN TERRORISTE, en possession d'un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et un chargeur garni de munitions, s'est rendu, dimanche, aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar (6ème Région militaire), indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).»Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des services de sécurité du Ministère de la Défense Nationale, le terroriste dénommé +HANNOUNI Ahmed+ dit +Ibrahim+, s'est rendu, hier dimanche 13 juin 2021, aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar en 6e Région Militaire», précise la même source.»Ledit terroriste, qui avait rallié, en 2008, les groupes terroristes activant dans la région du Sahel, avait en sa possession un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et un (01) chargeur garni de munitions», a ajouté le communiqué. Cette opération réitère»la détermination et la vigilance de l'Armée Nationale Populaire dans la lutte antiterroriste et contre toute forme de criminalité ainsi que les efforts consentis, sur le terrain, par nos Forces Armées afin d'assoir un climat de paix et de sérénité à travers l'ensemble du territoire national», a conclu la même source.

M. D.

«AFFAIRE AMIR DZ»

Mandat de dépôt confirmé pour quatre mis en cause

LES JUGES de la chambre d'accusation de la cour d'Alger ont confirmé ce dimanche l'ordonnance du juge d'instruction de la 1ere chambre du tribunal de Bab El Oued dans l'affaire de Louaiel Sadek, Abdelaziz Noureddine, Boudouda Fatma et Kharchi Moufida, relative au mandat de dépôt. Les quatre mis en cause sont inculpés dans le cadre de l'affaire d'Amir Boukhers connu sous le nom d' «Amir DZ» et Zitout Larbi poursuivis entre autre pour atteinte à la sécurité de l'Etat. Les magistrats ont donc confirmé l'ordonnance du juge d'instruction et ont refusé la demande de libertés provisoires sollicitées par les avocats de la défense qui ont introduit un appel. Les mêmes juges ont par ailleurs confirmé l'ordonnance du magistrat instructeur concernant Amir DZ et Zitout Larbi contre lesquels des mandats d'arrêt internationaux ont été lancés. Les juges ont en outre confirmé le contrôle judiciaire du juge d'instruction en charge de l'enquête concernant»Boualem El Gaz». Il convient de signaler que les incriminés ont été arrêtés le 30 mai dernier à travers plusieurs quartiers de la capitale notamment à la place du 1er mai, place des martyrs et en plein cœur du quartier populaire de Bab El Oued. Il est à noter que Kharchi Moufida avait hébergé Boudouda Fatma connu dans le milieu du Hirak de»Nadia El Guelmia».

Redouane Hannachi